

ENTREPRISES CONFISQUÉES
DANS LE CADRE DE
LA LUTTE ANTICORRUPTION

Les dispositifs de protection des travailleurs mis en œuvre

Lire l'article de A. Z. page 3

AADL3

Le paiement
de la
première
tranche
en deux
versements

P. 3



CRIMINALISATION DU COLONIALISME

La proposition de
loi présentée
dimanche
prochain
à l'APN

Lire l'article de
El-Houari Dilmi page 4



Grâce
présidentielle
pour Belghit

P. 3



Le projet de loi
portant Code
de la route
devant l'APN

P. 4



Palestine

Dangereuse escalade de la politique coloniale

Lundi, 67^e jour du cessez-le-feu, Israël continue de violer unilatéralement l'accord de Charm Al-Cheikh, en commettant plus de 600 attaques meurtrières contre les civils de Ghaza durant cette période, en plus de ne pas respecter le volet des aides humanitaires préconisé par le « plan de paix », dans ce qui semble être une démarche menée en total accord avec l'administration Trump.

Mohamed Mehdi

Les attaques israéliennes contre les civils se poursuivent à Ghaza. L'agence d'information palestinienne Wafa a fait état de 2 martyrs et 6 blessés transférés vers les hôpitaux de la bande de Ghaza au cours des dernières 24 heures.

«Des sources médicales ont annoncé, ce lundi, que le bilan des victimes dans la bande de Ghaza s'est alourdi à 70.665 martyrs, en majorité des enfants et des femmes, et que le nombre de blessés a atteint 171.145, depuis le début de l'agression israélienne le 7 octobre 2023», a rapporté Wafa. «Depuis l'entrée en vigueur de l'accord de cessez-le-feu le 11 octobre dernier, le bilan s'établit à 393 martyrs et 1.068 blessés, tandis que 632 corps ont été extraits des décombres», ajoute Wafa. Hier, «l'armée israélienne a lancé une série de frappes aériennes et de bombardements d'artillerie sur différentes parties de la bande de Ghaza, dans les zones qu'elle contrôle conformément à l'accord de cessez-le-feu», a rapporté Al Jazeera. «Des témoins oculaires ont rapporté une série de frappes aériennes menées par l'armée israélienne sur la ville de Rafah, dans le sud de la bande de Ghaza, entièrement sous son contrôle, et que des véhicules militaires ont tiré sans discernement au nord de la ville», ajoute Al Jazeera.

«L'artillerie israélienne a bombardé diverses zones à l'est de Khan Younes, dans le sud de la bande de Ghaza, dans des zones sous contrôle israélien», tandis que des «hélicoptères israéliens ont tiré à l'est de Jabalia, dans le nord de l'enclave», précise la même source.

Al Jazeera a également fait état de difficultés rencontrées par les équipes de la Protection civile dans les recherches des corps des martyrs sous les décombres des maisons de la ville de Ghaza, en raison de la non-disponibilité d'engins lourds.

AL-QODS : UN PROJET COLONIAL VISANT À ÉTABLIR UNE VASTE COLONIE

Le gouvernorat d'Al-Qods «a mis en garde contre un dangereux plan colonial mis en œuvre par les autorités d'occupation israéliennes visant à établir une vaste colonie sur les terres de l'aéroport international au nord d'Al-Qods occupée», qualifiant cette démarche de «dangereuse escalade de la politique coloniale, et visant directement à séparer le nord de la ville de son extension palestinienne», a rapporté l'agence Wafa.

La même source a indiqué que «le gouvernorat a déclaré lundi, dans un communiqué, que ce plan compromet le lien géographique et démographique palestinien entre Al-Qods et Ramallah, dans le but d'imposer de nou-

velles réalités coloniales qui sapent tout horizon politique fondé sur la solution à deux États et empêchent le développement d'Al-Qods-Est en tant que centre urbain et politique pour l'État palestinien».

Le communiqué précise que le plan de l'occupation sioniste «vise à créer environ 9.000 unités coloniales au cœur d'un espace urbain palestinien densément peuplé, notamment à Kafr Aqab, Qalandiya, Al-Ram, Beit Hani-na et Bir Nabala, ce qui constitue une menace directe pour l'espace urbain palestinien intégré au nord d'Al-Qods et aggrave la politique de séparation et d'isolement imposée à la ville et à ses environs». Le gouvernorat d'Al-Qods «a averti que la mise en œuvre de ce plan conduirait à la création d'une enclave coloniale séparant le nord de la ville de son environnement palestinien».

TROIS FAMILLES EXPULSÉES DE LEURS MAISONS À SILWAN, AU SUD DE LA MOSQUÉE AL-AQSA

«Trois familles Maqdisites ont été contraintes d'évacuer leurs maisons hier, dimanche, dans le quartier de Batn al-Hawa à Silwan, au sud de la mosquée Al-Aqsa, en raison des pressions et des décisions émises par les autorités d'occupation israéliennes en faveur de l'association coloniale «Ateret Cohanim», a indiqué hier l'agence palestinienne Wafa.

Wafa ajoute, citant un communiqué du gouvernorat d'Al-Qods, que «l'évacuation concernait également Oum Nasser Al-Rajabi et ses enfants, son fils Nasser Al-Rajabi ayant dû quitter son domicile avec sa famille. Une ambulance a dû transporter son fils Awad (29 ans), plongé dans le coma, ainsi que sa fille (24 ans), handicapée», ajoutant que le «second fils, Ayed Al-Rajabi, et sa famille ont également été évacués».

Le gouvernorat a déclaré que «cette mesure s'inscrit dans le cadre d'une politique continue de déplacement forcé des habitants de ce quartier (proche d'Al-Qasa), les forces d'occupation ayant mené des opérations d'expulsion depuis juin 2024 qui ont touché 13 logements dans le quartier de Batn al-Hawa». Et d'ajouter que «l'immeuble Kayed al-Rajabi est également menacé, les autorités d'occupation ayant donné aux familles jusqu'au 5 janvier 2026 comme date limite pour l'exécution des décisions d'expulsion».

«Le quartier de Batn al-Hawa, situé à environ 400 mètres de la mosquée Al-Aqsa et habité par environ 10.000 Maqdisites, est l'un des quartiers les plus ciblés de Silwan, dans le cadre des efforts visant à renforcer le contrôle colonial sur la zone entourant la mosquée Al-Aqsa et à relier entre eux les avant-postes coloniaux de Silwan», note encore Wafa.

Tebboune reçoit le Chef d'état-major interarmées des Forces armées jordaniennes



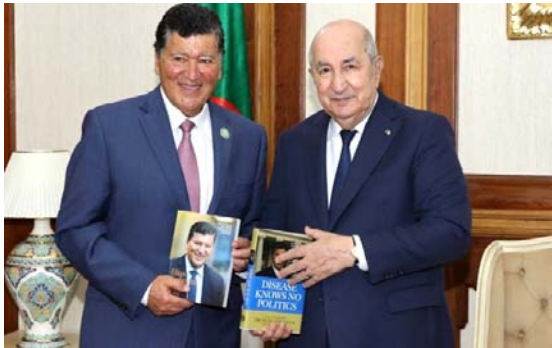
Le président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, M. Abdelmadjid Tebboune, a reçu, lundi, le Général de division Yousef Huneiti, Chef d'état-major interarmées des Forces armées jordaniennes, porteur d'un message du Souverain jordanien à Monsieur le président de la République.

L'audience s'est déroulée en présence de Monsieur le Général d'Armée Saïd Chanegriha, ministre délégué auprès du ministre de la Défense nationale, Chef d'Etat-major de l'Armée nationale populaire (ANP), et du directeur de Cabinet à la présidence de la République, M. Boualem Boualem.

Le président de la République reçoit le professeur Elias Zerhouni

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a reçu, lundi à Alger, le professeur Elias Zerhouni.

L'audience s'est déroulée en présence du professeur Kamel Sanhadji, président de l'Agence nationale de sécurité sanitaire.



ANALYSE

Mustapha Aggoun

La trahison ne relève pas seulement de l'éthique des actes ; elle engage une ontologie de la relation. Elle ne consiste pas simplement à rompre un lien, mais à nier la condition même qui rend le lien possible. Trahir, c'est refuser la réciprocité sur laquelle repose toute coexistence humaine, et substituer à la fidélité au sens une fidélité à l'intérêt.

La trahison...

Toute relation humaine : amitié, amour de couple, voisinage, citoyenneté suppose un minimum de constance. Cette constance n'est pas une naïveté morale, mais une nécessité structurelle : sans elle, la parole perd toute valeur, la promesse toute signification, et l'autre toute dignité. La trahison détruit cette structure. Elle transforme la relation en simple usage, et l'autre en instrument. En ce sens, elle constitue l'une des formes les plus accomplies de la déshumanisation. Il n'existe pas de trahison « mineure ». Dans l'amitié, elle est une atteinte à la confiance librement accordée ; dans le couple, elle est une négation de l'engagement comme projet commun ; entre voisins, elle dissout l'espace éthique du vivre-ensemble. À chaque niveau, la trahison introduit une rupture de symétrie morale : l'un continue de croire, l'autre calcule. C'est cette dissymétrie qui la rend si destructrice.

Lorsque la trahison vise un peuple, une nation ou une mémoire historique, elle atteint son seuil critique. Elle cesse d'être une faute interpersonnelle pour devenir une négation du temps. Trahir une nation, ce n'est pas seulement s'opposer à un présent politique ; c'est rompre avec une continuité faite de sacrifices, de luttes et de transmission.

C'est se soustraire à la dette morale

contractée envers les générations passées et refuser toute responsabilité envers celles à venir.

À ce niveau, la trahison prend une dimension presque métaphysique : elle nie l'idée même d'appartenance. Or, l'homme est un être de filiation et de mémoire. Se détacher volontairement de cette trame, non par critique mais par reniement, revient à s'arracher à l'horizon commun du sens. Le traître n'est plus seulement un individu isolé ; il devient un point de rupture dans le récit collectif.

Dire que la trahison est haïe du ciel et des hommes doit être compris comme une formulation symbolique de cette vérité : la trahison est contraire à l'ordre du monde humain. Là où la nature persévère dans l'être, le traître fait de l'inconstance un principe. Là où l'histoire cherche la continuité, il introduit la dislocation. Il ne laisse pas derrière lui une œuvre, mais une faille.

La sanction ultime de la trahison n'est ni la colère divine ni le châtiement social, mais l'exclusion du sens. Le traître peut continuer d'exister biologiquement, mais il est privé d'inscription morale durable. Son nom survit, parfois, mais vidé de dignité. Car l'histoire peut comprendre l'erreur, pardonner la faiblesse et même réhabiliter la défaite ; elle peine, en revanche, à réintégrer la trahison consciente, qui est un refus délibéré de l'humain comme fidélité. Ainsi, toute trahison, intime ou collective, est négative non par convention morale, mais par structure philosophique. Elle ne détruit pas seulement des liens ; elle détruit la possibilité même du lien. Et en cela, elle demeure l'une des fautes les plus radicales que l'homme puisse commettre contre lui-même, contre les autres et contre l'histoire.

Le Quotidien d'Oran

Edition Nationale d'Information
Editée par la SPA
ORAN - PRESSE
au Capital de 195.923.000,00 DA

Président
Directeur Général
Directeur
de la Publication
Mohamed Abdou
BENABBOU

Direction - Administration
Rédaction
63, Ave de l'ANP - Oran
B.P.N°110 - Oran
Tél. 041.23.25.22
23.25.23 / 23.25.24
23.25.69 / 23.25.84 / 23.26.15

Fax Pub: 041.23.25.21
Fax et Rédaction: 041.23.25.20
Imp.: Oran : imprimerie
"Le Quotidien d'Oran"
Alger : imprimerie "Le Quotidien d'Oran"
Constantine : S.I.E.

INTERNET: <http://www.lequotidien-oran.com>
E-mail : infos@lequotidien-oran.com
publicite@lequotidien-oran.com
admin@lequotidien-oran.com
lequotidiendoran@yahoo.fr

Diffusion : Ouest et Centre : SDPO - Est : SO.DI. PRESSE

«Pour votre Publicité s'adresser à : l'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité» - Agence ANEP 01, Avenue Pasteur - Alger - Téléphone : 020.05.20.91 / 020.05.10.42 - Fax : 020.05.11.48 / 020.05.13.45 / 020.05.13.77
E-mail : agence.regie@anep.com.dz / programmation.regie@anep.com.dz / agence.oran@anep.com.dz / agence.annaba@anep.com.dz / agence.ouargla@anep.com.dz / agence.constantine@anep.com.dz

Entreprises confisquées dans le cadre de la lutte anticorruption
Les dispositifs de protection des travailleurs mis en œuvre

C'est le bout du tunnel pour les travailleurs des entreprises économiques ayant fait l'objet de confiscation de leurs biens dans le cadre des affaires de corruption.

A. Z.

Un décret exécutif portant n°25-312 du 10 Joumada Ethania 1447 correspondant au 1er décembre 2025, fixant les mesures de prise en charge, par l'État, des travailleurs des entreprises économiques ayant fait l'objet de confiscation de leurs biens dans le cadre des affaires de corruption, vient clarifier les dispositions de protection à prendre en leur faveur par les institutions et les organismes étatiques.

Le Décret exécutif en question, signé par le Premier ministre, Sifi Ghrieb, et publié au Journal officiel n°82, du 14 décembre 2025, se base sur un rapport conjoint du ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, du ministre de la Justice, Garde des sceaux et du ministre des Finances, pour fixer les mesures et les procédures spécifiques de prise en charge, par l'Etat, des travailleurs des entreprises économiques ayant fait l'objet de décisions de justice définitives ordonnant la confiscation de leurs biens dans le cadre des affaires de corruption, en application des dispositions de l'article 33 de l'ordonnance n° 22-01 du 5 Moharram 1444 correspondant au 3 août 2022 portant Loi de finances complémentaire pour 2022.

Dans son article premier, le décret exécutif définit les travailleurs qui bénéficient des dispositions en question, à la suite de décisions de justice définitives ordonnant la confiscation des biens des entreprises économiques dans le cadre des affaires de corruption que ce soit celles où un administrateur a été désigné, celles qui ont cessé totalement leur activité ou celles qui ont été contraintes d'adopter un volet social. Concernant les mesures particulières de protection des travailleurs concernés, le décret exécutif leur accorde « l'ouverture du droit à la retraite anticipée, l'ouverture du droit à l'assurance chômage, l'octroi d'une indemnité de licenciement pour les travailleurs ne remplissant pas les conditions légales du bénéfice du régime de la retraite anticipée ou du régime d'assurance chômage ».

Dans son article 4, le décret exécutif précise que « l'administrateur désigné régulièrement par les autorités publiques procède au dépôt des dossiers des travailleurs prévus par l'article 11^{ter} ci-dessus, auprès des organismes de Sécurité sociale concernés, pour qu'ils puissent bénéficier, selon le cas, de

la retraite anticipée, de l'assurance chômage ou de l'indemnité de licenciement ».

LIQUIDATION DES DOSSIERS DANS UN DÉLAI D'UN MOIS, AU MAXIMUM

En cas de défaut de désignation d'un administrateur, précise le décret, le travailleur désirant bénéficier de l'une des mesures indiquées, peut déposer, personnellement ou par le biais de son représentant, son dossier auprès de l'Agence de wilaya de la Caisse nationale d'Assurance chômage, siège de l'entreprise où il travaille, qui se charge de traiter son dossier ou de l'orienter vers l'organisme concerné. Alors que la Caisse nationale de retraite (CNR) se charge, pour sa part, d'étudier et de liquider les dossiers déposés à son niveau, afin que les travailleurs concernés puissent bénéficier de la retraite anticipée, conformément aux procédures et aux dispositions législatives en vigueur ainsi qu'aux dispositions du décret exécutif. Ce dernier précise encore que la date de jouissance de la retraite anticipée prend effet, à compter de la date de dépôt du dossier au niveau de la Caisse nationale de retraite (CNR). De son côté, « la Caisse nationale d'Assurance chômage se charge d'étudier et de liquider les dossiers déposés à son niveau, afin que les travailleurs concernés puissent bénéficier du régime d'assurance chômage, dont la date de jouissance des prestations du régime d'assurance chômage prend effet à compter de la date de dépôt du dossier au niveau de la Caisse nationale d'Assurance chômage. Selon le même décret, « la Caisse nationale d'Assurance chômage se charge, conformément aux dispositions du présent décret, de gérer l'indemnité de licenciement des travailleurs concernés par les dispositions du présent décret, selon un mode de calcul défini par le décret, après étude des dossiers, en liquidant le montant de l'indemnité et en procédant à son versement à chaque travailleur, sur la base des documents justificatifs des périodes d'activité fournis par l'administrateur ou par l'intéressé.

Plus soulageant pour ces travailleurs, le décret souligne que les organismes de sécurité sociale concernés doivent liquider les dossiers dans un délai d'un mois, au maximum, à compter de la date de leur dépôt. En sus, il est précisé qu'une Commission nationale est instituée pour s'occuper « du suivi et de l'évaluation de la mise en œuvre des mesures décidées au profit des travailleurs des entreprises économiques ayant fait l'objet de confiscation de leurs biens dans le cadre des affaires de corruption ».

Attendue avec grande impatience par les travailleurs concernés, la mise en œuvre de ces dispositifs de soutien et de protection mis en place met fin aux répercussions sociales sur les employés non impliqués dans les affaires de corruption des patrons des entreprises concernées.

Grâce présidentielle pour Belghit

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a signé, lundi, un décret présidentiel portant remise totale de la peine restante à purger au profit du détenu définitivement condamné, le nommé Belghit Mohamed Amine, indique un communiqué de la Pré-

sidence de la République. "En vertu de la Constitution, notamment ses articles 91 (alinéas 7 et 8) et 182, et sur la base de l'avis consultatif émis par le Conseil supérieur de la magistrature, conformément aux dispositions de l'article 182 de la Constitution, le président de la

République, Monsieur Abdelmadjid Tebboune, a signé, ce jour, un décret présidentiel portant remise totale de la peine restante à purger au profit du détenu définitivement condamné, le nommé Belghit Mohamed Amine", ajoute le communiqué.



Chassé de Versailles par arrêté préfectoral, il s'est recroquevillé dans un réduit de salle clandestine. Une poignée de traitres, beaucoup d'intervenants. Israéliens, Marocains, activistes corses et extrémistes de droite, entre autres. C'était l'illusion qui surplombait le délire. L'excitation qui agissait l'utopie. L'ivrogne de Lutèce semble être frappé non pas d'une haine viscérale à l'égard de l'Algérie, mais bien plus. D'une folle frustration de n'avoir pu expédier ses idées séparatistes là où il croyait tenir le haut du pavé. La Kabylie le rejette. Dans cette contrée, l'unité nationale est un patrimoine héréditaire. Il n'y a pas de place, ni à l'hérésie, ni à la renonciation. Ici, tout caprice insidieux péri-

Le conclave des renégats

ra par la sagesse ancestrale. Il se leurre de s'installer président sur l'une des meilleures parties de l'Algérie. Lui, qui, un temps durant -avant son algérophobie- n'était même pas

capable de produire un album hitparade captivant. Et le voilà, vaincu, déçu et par excès de paranoïa, hisser sa tête politique comme un chien dans un zèle aux abois.

Ce sont ce froid échec, cette cuisante défaite de soi, cette impuissance d'affirmation qui l'ont mis dans l'escarcelle du baiser de Judas. Ils l'ont coincé dans l'angle de l'impudeur jusqu'à le sangler, tout heureux au sein du vomit sioniste. Rien ne le différencie de Sansal, sauf que l'un est une peste, l'autre un choléra.

Il veut lotir ce qui ne lui appartient pas. Causer une déchirure au sublime joyau de la beauté algérienne. C'est quand on ne sait pas aimer l'autre, que l'on tient à haïr et salir tout son univers. L'Algérie n'est pas une tarte pour qu'une lame scélérate, fondue chez fafa, limée au Makhzen, affûtée à Jérusalem puisse venir la retrancher d'un cœur battant.

AADL3

Le paiement de la première tranche en deux versements

Le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme, de la Ville et de l'Aménagement du territoire, Mohamed Tarek Belaribi, a indiqué, lundi, que le montant de la première tranche pour les logements du programme location-vente «AADL 3» a été fixé à 343.000 DA pour les logements de type F3 et à 431.500 DA pour ceux de type F4, précisant que ce montant sera acquitté en deux versements.

Lors d'une visite de travail dans la wilaya de Boumerdès, le ministre a précisé que, sur instruction du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, le ministère a décidé, via l'Agence nationale de l'amélioration et du développement du logement (AADL), d'autoriser les souscripteurs du programme «AADL 3» à s'acquitter de la première tranche en deux versements, afin de leur faciliter les démarches et leur accorder le temps nécessaire pour finaliser le paiement dans de bonnes conditions.

Par ailleurs, le coût final servant au calcul du prix des logements destinés à la location-vente, au titre des demandes enregistrées en 2024

dans le cadre du programme AADL-3, a été fixé par un arrêté interministériel publié au Journal officiel (JO) n 82.

Daté du 24 novembre 2025, cet arrêté est signé par le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme, de la Ville et de l'Aménagement du territoire, Mohamed Tarek Belaribi, et par le ministre des Finances, Abdelkrim Bouzred.

Le texte s'inscrit dans le cadre de l'application des dispositions de l'article 5 du décret exécutif n 01-105 du 23 avril 2001, modifié et complété, fixant les conditions et les modalités d'acquisition, dans le cadre de la location-vente, de logements réalisés sur fonds publics, sur ressources bancaires ou par tout autre mode de financement.

A ce titre, l'arrêté précise que le coût final servant au calcul du prix du logement est déterminé sur la base du prix d'acquisition de l'assiette foncière, des coûts des différentes études et des travaux de construction, ainsi que de ceux liés aux travaux de viabilisation tertiaire.

Ainsi, la valeur du terrain relevant du domaine privé de l'Etat

est fixée à 60.000 DA le mètre carré (M2) pour le logement, tandis que le coût des travaux de viabilisation tertiaire est arrêté à 650.000 DA par logement.

Toutefois, le logement destiné à la location-vente bénéficie, selon le texte, d'une aide frontale de 700.000 DA au profit de chaque bénéficiaire, au titre de la cession de la valeur vénale du terrain relevant du domaine privé de l'Etat, ainsi que d'une prise en charge de 1.000 DA par mètre carré (M2) sur le coût des travaux de viabilisation tertiaire.

Par ailleurs, le Trésor public prend en charge la bonification à hauteur de 100 % des taux d'intérêt, ainsi que les intérêts intercalaires, durant toute la période du crédit accordé pour la réalisation des logements destinés à la location-vente au titre des demandes enregistrées en 2024, précise le document. Le bénéficiaire d'un logement dans le cadre de la location-vente est tenu de s'acquitter du reliquat du coût final servant au calcul du prix du logement, après déduction des aides prévues par la réglementation.

Internet

Un nouveau câble sous-marin pour augmenter le débit

Le ministre de la Poste et des Télécommunications, Sid Ali Zerrouki, a fait état, lundi à Alger, de la pose prochainement de la première pierre d'un nouveau câble sous-marin reliant l'Algérie au réseau international de télécommunications, ce qui permettra d'augmenter davantage le débit internet en Algérie.

Invité du Forum de la Chaîne 1 de la Radio algérienne, M. Zerrouki a expliqué que "la première pier-

re d'un nouveau câble sous-marin sera posée dans les deux prochains jours afin de renforcer l'infrastructure internet en Algérie, dont la capacité s'élève à 10,2 téraoctets".

"L'Algérie se trouve actuellement dans une situation confortable en matière de débit internet, grâce à cette capacité de stockage très importante", a-t-il dit.

Dans le même contexte, le ministre a indiqué que le nombre d'abonnés raccordés à la fibre op-

tique a atteint actuellement 2,9 millions et que ce nombre devrait passer à 3 millions dans les semaines à venir, en attendant la généralisation du raccordement à ce service d'ici 2027. S'agissant du concours de recrutement lancé par le secteur de la Poste, le ministre a rappelé que "le nombre de candidats remplissant les conditions a atteint 7.000 sur 180.000 postulants", ajoutant que les dix premiers ont, par la suite, été retenus pour chaque poste.

Criminalisation du colonialisme La proposition de loi présentée dimanche prochain à l'APN

L'Assemblée populaire nationale (APN) examinera, dimanche prochain, une proposition de loi criminalisant le colonialisme français en Algérie.

El-Houari Dilmi

En effet, le bureau de l'APN a programmé le texte pour le dimanche 21 décembre, rompant ainsi avec plus de deux décennies de blocage sur cette question des plus sensibles. Selon un communiqué de la chambre basse du Parlement, le président de l'APN, Ibrahim Boughali, a réuni, dimanche soir, les membres de la commission chargée de l'élaboration de la proposition de loi portant criminalisation du colonialisme, et ce, dans le cadre des préparatifs en vue de la présentation de ce texte d'une importance nationale majeure au débat, dimanche prochain. Lors de cette réunion, les membres de la commission ont été informés de l'«inscription de la proposition de loi à l'ordre du jour des travaux de l'Assemblée, sa discussion ayant été programmée pour le 21 décembre 2025». Le président de l'APN a, à cette occasion, «suivi de près les dernières dispositions relatives à cette proposition, donnant ses orientations en vue d'assurer un suivi rigoureux du déroulement de son examen et de garantir la mise en place de toutes les conditions nécessaires à un débat responsable et constructif, à la

hauteur de la place qu'occupe ce dossier dans la conscience et la mémoire nationales», ajoute le communiqué de l'APN. La réunion s'est tenue en présence du président de la Commission de la défense nationale, compétente pour l'étude de la proposition de loi, au cours de laquelle les différents aspects juridiques et organisationnels y afférents ont été examinés, toujours selon le texte rendu public par l'APN.

63 ans après l'indépendance arrachée au terme d'une guerre sanglante, la France refuse toujours de reconnaître officiellement les crimes commis durant cent trente-deux ans de colonisation. L'Algérie ne peut plus se limiter à prendre acte des «gestes symboliques» de Paris, comme la reconnaissance par le locataire de l'Elysée en 2021 de la responsabilité de l'État français dans l'assassinat de l'avocat nationaliste Ali Boumendjel, ou dans la disparition du mathématicien Maurice Audin.

«UN COLONIALISME DE PEUPLEMENT DESTRUCTEUR»

En remettant sur la table le dossier de la criminalisation du colonialisme,

l'Algérie exige une reconnaissance globale des crimes coloniaux perpétrés par la France sur le sol algérien. Pour les autorités algériennes, le combat mémoriel continue, avec des dossiers lourds comme les massacres de Sétif, Guelma et Kherrata du 8 mai 1945, ou encore les essais nucléaires français dans le Sahara entre 1960 et 1966.

Si elle est adoptée, la nouvelle loi criminalisant le colonialisme français en Algérie, marquera une étape décisive pour engager des poursuites juridiques et ouvrir la voie à des indemnisations financières.

Le président Tebboune avait de nouveau, pointé du doigt la France le 18 février dernier, à l'occasion de la journée nationale du Chahid. Il a évoqué «les crimes du colonialisme français et les épreuves endurées par le peuple algérien pendant 132 ans de domination coloniale».

Le chef de l'Etat a notamment dénoncé les méfaits d'un «colonialisme de peuplement destructeur» destiné à demeurer en Algérie pour «pillier les ressources et les richesses de l'Algérie, une illusion à laquelle la révolution algérienne a mis fin».

Le projet de loi portant Code de la route devant l'APN

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, Saïd Sayoud, a présenté, lundi, le projet de loi portant Code de la route, lors d'une séance plénière de l'Assemblée populaire nationale (APN).

Lors de cette présentation qui s'est déroulée en présence de la ministre des Relations avec le Parlement, Mme Nadjiba Djilali, le ministre a indiqué que l'élaboration de ce texte s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre des instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, visant à "renforcer les mesures permettant d'éradiquer le phénomène de l'insécurité routière", outre "l'organisation du trafic routier en phase avec le nombre croissant de véhicules et le développement de l'infrastructure".

Et d'ajouter que pour atteindre cet objectif, le projet de loi prévoit "un cadre légal strict" pour limiter les accidents de la circulation, comprenant plusieurs mesures qui faciliteront la mise en œuvre efficace des mécanismes opérationnels prévus dans ce projet de loi. Parmi ces mesures, figure la révision des conditions et modalités d'obtention du permis de conduire.

Il prévoit, en outre, le dépôt d'un dossier remplissant les conditions légales, notamment un certificat médical prouvant l'aptitude de la personne à conduire des véhicules et des analyses négatives prouvant la non-consommation de stupéfiants.

Afin de renforcer le contrôle de sécurité routière, le projet comporte des dispositions prévoyant d'équiper les agents de contrôle relevant des services de sécurité en appareils de détection de la consommation de stupéfiants, en dispositifs de contrôle du poids de charges aux points de contrôle de sécurité et en moyens technologiques permettant le paiement électronique des amendes.

Le projet de loi propose également des dispositions prévoyant la mise en place d'agents assermentés chargés du contrôle technique des véhicules, à travers "l'obligation pour tous les contrôleurs techniques des agences de contrôle technique des véhicules, les experts des mines et les experts agréés de prêter serment légal devant le tribunal".

Il propose aussi la création d'un "système national des points noirs", destiné à collecter et à échanger les données et statistiques relatives aux acci-

dents de la route. Ce système sera alimenté régulièrement par les services de sécurité, les services de santé compétents, la Protection civile et tout autre intervenant dans le domaine.

Par ailleurs, le projet de loi classe les infractions liées au code de la route selon leur gravité en contraventions et délits, et introduit pour la première fois dans la législation routière, des crimes, tout en fixant les peines correspondantes. Il prévoit également "des dispositions spécifiques relatives aux sanctions complémentaires, comme le retrait ou l'annulation du permis de conduire et la confiscation du véhicule".

Le projet de loi propose également l'institution d'une "Journée nationale de la sécurité routière", correspondant à la date de promulgation de la loi.

Dans son rapport préliminaire, la Commission spécialisée a salué le contenu de ce projet de loi, qui intervient "en réponse à la situation préoccupante de la sécurité routière dans notre pays".

Dans ce sillage, des dispositions globales et strictes ont été proposées, prévoyant l'élargissement de la responsabilité à l'ensemble des acteurs intervenants sur le réseau routier.

Prévention des risques de catastrophe Renforcer la coordination

Le rapport annuel sur la gestion des risques de catastrophe pour l'année 2024 et la stratégie nationale de gestion des risques de catastrophe pour la période 2025-2035, ont été présentés lors de la réunion du Comité intersectoriel de prévention des risques de catastrophe, indique, lundi, un communiqué du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports.

Conformément aux directives du ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, M. Saïd Sayoud, le Délégué national aux risques majeurs a présidé, di-

manche au siège du ministère, la réunion du Comité intersectoriel de prévention des risques de catastrophe, en présence des représentants des différents secteurs concernés», précise la même source.

La réunion a été consacrée à «la présentation du rapport annuel sur la gestion des risques de catastrophe pour l'année 2024, et de la stratégie nationale de gestion des risques de catastrophe pour la période 2025-2035, ainsi qu'à l'évaluation de l'état d'avancement des travaux des comités chargés de l'élaboration, de l'ac-

tualisation et de la mise en œuvre des plans publics de prévention».

L'accent a été mis, lors de cette rencontre, sur «la nécessité de renforcer la coordination intersectorielle et d'adopter une approche proactive en matière de prévention des risques de catastrophe, à même d'améliorer le niveau de préparation et l'efficacité des interventions sur le terrain».

Cette réunion s'inscrit dans «le cadre des efforts continus de l'Etat visant à renforcer le système de prévention et la prise en charge optimale des différents risques», note le communiqué.

Lutte contre le terrorisme L'Algérie réitère son engagement africain

La secrétaire d'Etat auprès du ministre des Affaires étrangères, chargée des Affaires africaines, Mme Selma Bakh-ta Mansouri, a réitéré l'engagement de l'Algérie envers ses responsabilités africaines et historiques dans la lutte contre le terrorisme, et sa disposition à continuer à contribuer activement à cette dynamique collective au service des objectifs de la paix, de la stabilité et du développement durable sur le continent.

Dans son allocution prononcée, lundi à Alger, à l'ouverture des travaux de la réunion consultative des experts sur le plan d'action stratégique africain pour la lutte contre le terrorisme, Mme Mansouri a indiqué que "le terrorisme n'est plus un phénomène conjoncturel ou limité à certaines zones géographiques, mais il s'est transformé en une menace transfrontalière qui s'adapte et s'alimente des interactions complexes alliant criminalité organisée transnationale, économies illicites, trafic illégal de ressources et exploitation croissante des technologies modernes".

Lors de cette réunion, qui se tient avec la participation d'une élite d'experts et de spécialistes venus de différentes régions et institutions africaines, elle a précisé que "l'Afrique subit aujourd'hui lourdement le poids de cette menace, représentant plus de 70 % des victimes du terrorisme à l'échelle mondiale, dans une crise structurelle qui affecte l'autorité des Etats, compromet les trajectoires de développement et alimente des spirales d'instabilité".

Partant de ce constat, Mme Mansouri a souligné que "les chefs d'Etat et de gouvernement africains, lors du sommet extraordinaire de l'Union africaine (UA) tenu à Malabo en 2022, ont appelé à réviser et à renforcer la réponse continentale à la menace terroriste, dans le cadre du mandat confié au président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, en tant que Coordonnateur de l'UA sur la prévention et la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent, visant à mobiliser la volonté politique au plus haut niveau et à consolider l'appropriation africaine des stratégies de lutte contre le terrorisme".

Face à la nature de ces défis et à la complexité de leurs dimensions, la Secrétaire d'Etat a estimé qu'il est nécessaire que l'Afrique renforce sa présence

et son rôle en tant qu'acteur stratégique influent dans l'effort international de lutte contre le terrorisme, à travers une approche continentale plus cohérente et intégrée, reposant sur une vision claire et le renforcement de la souveraineté stratégique".

Dans ce sillage, Mme Mansouri a appelé à l'activation des mécanismes continentaux proposés, en particulier le Fonds spécial de lutte contre le terrorisme, le mandat d'arrêt africain et la liste africaine des entités terroristes.

Elle a, en outre, insisté sur la nécessité de renforcer le sous-comité du Conseil de paix et de sécurité (CPS) chargé de la lutte contre le terrorisme, d'autant plus que le renforcement des capacités humaines, techniques et financières des mécanismes africains spécialisés, notamment la Force africaine en attente (FAA), l'agence AFRIPOL, le Comité africain de renseignement et de sécurité (CRS), et le Centre de l'Union africaine pour la lutte contre le terrorisme (CUACT), constitue "un élément décisif pour garantir l'efficacité de toute réponse collective".

Pour sa part, le directeur adjoint du CUACT, M. Idriss Mounir Lallali, a rappelé que cette réunion, organisée par le centre, sous l'égide de la Commission de l'UA, représente une plateforme essentielle pour l'échange d'expertises et le renforcement de la coopération entre les Etats membres de l'UA, précisant que la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent nécessite une coordination continue entre les institutions nationales et internationales.

Il a souligné, dans ce cadre, que l'Algérie joue un rôle "central" dans les efforts de l'UA pour lutter contre le terrorisme et prévenir l'extrémisme violent, précisant que l'accueil dans la capitale algérienne du CUACT et la participation active de l'Algérie aux mécanismes africains et internationaux reflètent l'engagement ferme du pays en faveur de la paix et de la sécurité sur le continent.

Par ailleurs, M. Lallali a fait observer que la participation de l'Algérie à l'élaboration des instruments juridiques et procéduraux de lutte contre le terrorisme, tels que la Convention de 1999, le Plan d'action continental de 2002, ainsi que le Protocole additionnel de 2004, fait du pays un point d'ancrage de la vision africaine collective.

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET PUPULAIRE
WILAYA DE MOSTAGANEM
DAIRA DE MESRA
COMMUNE DE MESRA

2^{ème} AVIS D'ADJUDICATION AUX ENCHERES PUBLIQUES
Marche Hebdomadaire A Caractère National

Le Président de L'Assemblée Populaire Communal du Mesra porté à la connaissance du public qu'il sera procédé à la 2^{ème} fois mise aux enchères publiques des droits à percevoir sur le marché hebdomadaire droit de place- stationnement et l'abattage pour une durée de trois (03) années non recouvrable allant du 01/01/2026 au 31/12/2028 sur la mise à prix suivante :

DROIT DE PLACE - DE STATIONNEMENT ET L'ABATTAGE

Mise à prix : 132.480.000,00 DA par an.

L'adjudication aura lieu au siège de L'APC de Mesra à 09h, après huit jour a compte parution du présent avis par affichage dans les journaux quotidiennement, affichage par le site de l'APC, si ce jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légale, l'adjudication sera prorogée jusqu'au jour ouvrable suivant.

Les intéressés doivent consulter le cahier des charges contre une quittance de paiement de 5.000,00 DA au trésorier intercommunal d'Ain sidi Cherif, et déposer leurs dossiers complets en plis cachetés auprès de L'APC de MESRA bureau secrétariat générale même jour de l'adjudication.

LE DOSSIER DEVRA COMPORTER LES PIECES SUIVANTES :

- Une demande (nom, prénom, adresse et n° de tel).
- Casier judiciaire n° 03 de moins de 03 mois de participant et de son cautionnaire.
- Un certificat d'existence CN20 de participant et de son cautionnaire
- Un extrait de rôle de participant et de son cautionnaire.
- Un certificat de résidence moins de 03 mois de participant et de son cautionnaire.
- extrait de naissance de l'intéressé ou statut pour les personnes morales.
- Photocopie de la carte nationale d'identité de participant et de son cautionnaire, photo de participant.
- Un certificat médical attestant de son état mental, délivré par un médecin spécialiste de participant et de son cautionnaire.
- Chaque bancaire vierge signée par de participant et de son cautionnaire.
- Copie de registre électronique de commerce de l'activité portant code 603002-611009- 611019- 611020-611021- (récépissé non valable)
- Attestation du CNAS et CASNOS
- reçu du paiement de 5.000,00 da pour retrie cahier du charge.
- Un chèque bancaire visé daté d'au mois 72 heures avant la date de l'enchère représentant le 3/12 de la somme de la mise à prix.
- l'âge légal pour de participant et de son cautionnaire 19 ans complet.
- Carte d'identité fiscale (NIF), (NIS) de participant et de son cautionnaire
- Attestation de domiciliation bancaire. (RIB).
- Certificat de moralité établi par P/APC de la commune de résidence.
- Certificat de solvabilité bancaire.
- Engagement portant nom, prénom, profession et adresse du l'intéressé (modèle reçu par l'administration)

NB / : Tout dossier ne remplissant pas les conditions sus énumérées sera Rejeté.

LE PRESIDENT DE L'APC

ANEP N° 2531016183 Le Quotidien d'Oran 16/12/2025

République Algérienne Démocratique et Populaire
de la Santé Ministère

Direction de la santé et de la population de la wilaya de
 Bechar
 spécialiste mohammed boudiaf - Bechar Etablissement hospitalier -
 NIF: 00708019005550

D'AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE DE L'AVIS D'APPEL D'OFFRE NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITES MINIMALES N° 02/2025.

Conformément aux dispositions de l'article n° 65 du décret présidentiel N°15-247 du 16 septembre 2015 portant réglementation des marchés publics et les délégations d'utilité publique l'établissement hospitalier spécialiste mohammed boudiaf Bechar invite tous les soumissionnaires concernés par l'avis d'appel d'offres ouvert avec exigence de capacités minimales n° 02/2025 publié dans les deux journaux quotidiens en langue arabe et français (البووان - Le Quotidien d'Oran) et le bulletin officiel des marchés, opérateur public (BOMOP), il est concédée comme suit :

L'objet de l'opération: Acquisition de produits pharmaceutiques et autres produits destinés à la médecine humaine pour l'année 2025.

Selon les partages quatre (04) lots suivants :

LOT N° 01 : Réactifs et produits de laboratoires (Hématologie + Biochimie).

LOT N° 02 : Films et produits d'imagerie médicale et d'exploration.

LOT N° 03 : Consommables non tissé.

LOT N° 04 : Objets de pansements.

Les procédures d'évaluation et d'analyse faites conformément aux critères prévus dans le cahier des charges ont donné le résultat provisoire suivant:

Nom et prénom / Entreprise	L'objet de l'opération	NIF	Total du la note technique	Délai d'expiration	Délai de livraison	montant d'offre en TTC avant correction		montant d'offre en TTC après correction		Observation
						Min	Max	Min	Max	
SARL OUVRE LAB PLUS	LOT N° 01 : Réactifs et produits de laboratoires (Hématologie + Biochimie).	002225007366692	46,75	Dix huit mois (18)	Un jour (01)	12 914 022,00	15 966 686,00	28 538 342,00	35 367 276,00	Moins disant
EURL AVICENNE SUD	LOT N° 02 : Films et produits d'imagerie médicale et d'exploration.	002313026585532	45,50	Vingt quatre mois (24)	Un jour (01)	6 017 625,00	7 129 650,00	6 017 625,00	7 129 650,00	Moins disant
SARL NABTI AYYOUB	LOT N° 03 : Consommables non tissé.	002308094334111	36,93	Douze mois (12)	Sept jour (07)	11 850 293,70	14 023 262,26	18 725 959,00	22 011 073,00	Moins disant
SOCOTHYD SPA	LOT N° 04 : Objets de pansements.	099935072289466	58	Quarante huit mois (48)	Cinq jour (01)	3 966 003,89	4 416 968,22	3 966 001,12	4 416 964,89	Moins disant

Conformément aux dispositions de l'article n° 82 du décret présidentiel N° 15-247 du 16 septembre 2015 portant réglementation des marchés publics et délégation d'utilité public, tous les soumissionnaires qui désirent de prendre connaissance des résultats établis sur l'évaluation de leurs offres techniques et financières doivent s'adresser au siège de l'établissement public hospitalier, nouvel hôpital Bechar, dans un délai de trois (03) jour, à compter à compter du premier jour de publication du présent avis.

Par ailleurs, tous les soumissionnaires peuvent introduire leurs recours auprès du président de la commission des marchés publics de l'établissement au niveau de la direction de la santé et de la population de la wilaya de Bechar, dans un délai de dix (10) jours à compter du premier jour de publication du présent avis.

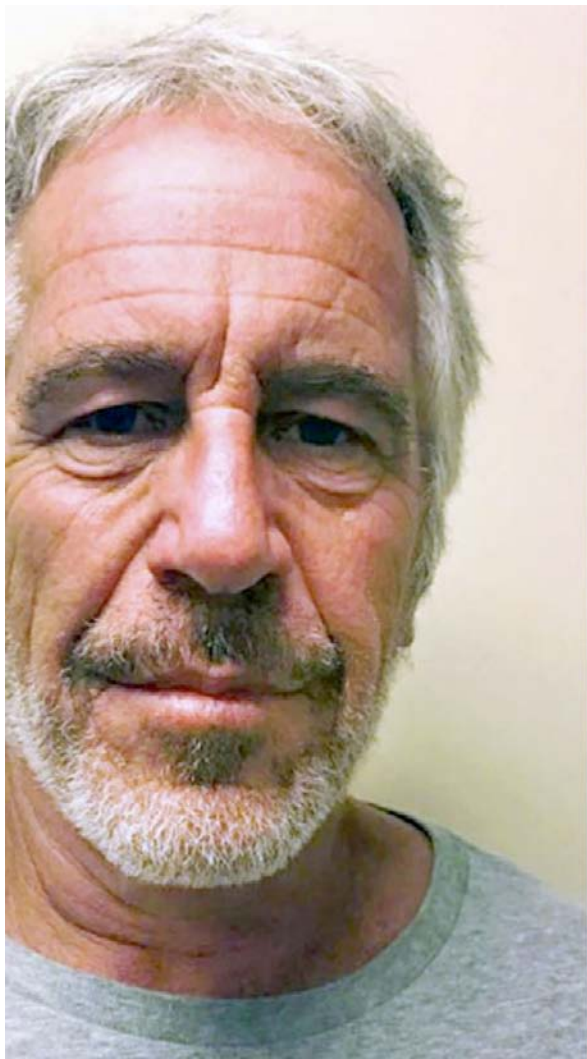
Bechar le :
Le directeur

ANEP N° 2531016193 Le Quotidien d'Oran 16/12/2025

USA

Trump et une élite américaine au cœur de la tempête Epstein

C'était le cri de ralliement de la base de Donald Trump: «Publiez le dossier Epstein». Vendredi au plus tard, après des mois de tactiques dilatoires, l'administration républicaine devra tenir cette promesse, sous la contrainte du Congrès.



La mort de Jeffrey Epstein, retrouvé pendu dans sa cellule à New York le 10 août 2019 avant son procès pour crimes sexuels, a alimenté d'innombrables théories du complot selon lesquelles il aurait été assassiné pour étouffer un scandale éblouissant des personnalités de premier plan.

Après avoir fait campagne sur la promesse de révélations fracassantes, le président républicain a pris à contrepied ses partisans en les sommant de tourner la page, qualifiant désormais l'affaire de «canular» instrumentalisé par ses adversaires démocrates.

Mais, faute d'avoir pu empêcher le Congrès d'adopter une loi visant à apporter la plus grande transparence dans ce dossier, Donald Trump a dû la promulguer le 19 novembre. La loi donne 30 jours au gouvernement pour s'exécuter, soit jusqu'au 19 décembre au plus tard.

Elle fait obligation au ministère de la Justice de publier l'intégralité des documents non classifiés en sa possession sur le défunt financier new-yorkais, sa complice Ghislaine Maxwell, qui purge une peine de vingt ans de prison, et toutes les personnes impliquées dans les procédures judiciaires.

Il s'agit notamment des pièces issues des procédures ayant conduit à la condamnation de Jeffrey Epstein à un peu plus d'un an de prison en 2008 en Floride (sud-est), après un accord avec l'accusation particulièrement clément, ainsi qu'à son inculpation fédérale à New York

en 2019 pour des charges plus graves d'exploitation sexuelle de mineures. Sont également concernées toutes les entités, privées ou publiques, liées aux activités de Jeffrey Epstein, y compris non criminelles, ainsi que les plans de vol, listes de passagers, etc. de tous les véhicules lui ayant appartenu.

NI «LISTE DE CLIENTS» NI CHANTAGE

Linconnue persiste sur la portée des révélations à attendre de cette publication. D'autant plus qu'en juillet, le ministère de la Justice et le FBI, la police fédérale, avaient annoncé dans un mémorandum, après examen de plus de 300 gigas de données, n'avoir découvert aucun élément nouveau qui justifierait la publication de documents supplémentaires.

En rendant ces conclusions qui avaient mis le feu aux poudres au sein du camp trumpiste Maga, les autorités judiciaires avaient confirmé le suicide de Jeffrey Epstein et affirmé n'avoir retrouvé ni «liste de clients» de son réseau d'exploitation sexuelle, ni «preuves crédibles qu'il aurait fait chanter des personnes puissantes».

Mais même sans prêter à conséquences juridiques, les documents attendus pourraient embarrasser nombre de personnalités, notamment du monde des affaires, de la politique, ou du spectacle, qui gravitaient dans l'orbite du financier. Y compris Donald Trump, long-

temps proche de Jeffrey Epstein, jusqu'à leur brouille dans les années 2000.

Le milliardaire, qui était alors lui aussi une figure de la jet-set new-yorkaise, a toujours démenti avoir eu connaissance de son comportement criminel et assure avoir rompu avec lui bien avant qu'il ne soit inquiété par la justice. Une chronologie que ces documents pourraient remettre en question.

A une semaine de l'échéance, des élus démocrates ont publié vendredi une nouvelle série de photos sur lesquelles on voit notamment Jeffrey Epstein en compagnie de l'ancien président démocrate Bill Clinton, d'entrepreneurs à succès comme Bill Gates ou Richard Branson, ou encore du cinéaste Woody Allen.

Donald Trump y apparaît également, en compagnie de femmes au visage occulté.

«L'administration Trump a fait plus pour les victimes d'Epstein que les démocrates n'ont jamais fait, en publiant des milliers de pages de documents et en appelant à de nouvelles enquêtes sur les amis démocrates d'Epstein», a réagi une porte-parole de la Maison Blanche.

Les démocrates s'inquiètent pour leur part d'une possible manipulation du dossier avant sa publication.

Deux sénateurs démocrates ont ainsi réclamé dans une lettre ouverte à l'inspecteur général du ministère de la Justice un «audit indépendant» d'ici un mois, pour garantir que rien n'ait été «ni manipulé, ni dissimulé».

TRIBUNE

À 60 ans de l'appel de l'ONU : la décolonisation des Malvinas, une cause toujours actuelle



Par Atilio Berardi Hueda
Ambassadeur de la République Argentine

Lorsque j'ai présenté mes Lettres de Créance au Président Abdelmadjid Tebboune en septembre de l'année dernière, je lui ai exprimé, au nom de la République Argentine, les remerciements les plus sincères pour le soutien historique qu'a accordé de manière inébranlable l'Algérie à nos droits légitimes concernant la Question des îles Malvinas, dans toutes les enceintes internationales. Cet engagement, profondément ancré dans l'identité et la diplomatie algériennes, acquiert une résonance particulière alors que nous commémorons, ce 16 décembre, soixante ans d'un jalon fondamental du droit international : l'adoption de la Résolution 2065 par l'Assemblée Générale de l'ONU.

Ce document n'est pas une relique du passé, mais la base toujours en vigueur qui, pour la première fois, a reconnu l'existence d'un différend de souveraineté entre l'Argentine et le Royaume-Uni sur les îles Malvinas et a exhorté les deux pays à le résoudre par des négociations pacifiques. Soixante ans plus tard, ce mandat reste inaccompli, nous rappelant que la décolonisation est une tâche inachevée.

Pour l'Algérie, cette cause revêt une signification profonde et personnelle. Forgé dans l'une des épopées anticoloniales les plus emblématiques du XXe siècle, sa politique étrangère a en l'éradication du colonialisme un principe inébranlable. C'est pourquoi, depuis 1965, elle a été une alliée constante, cohérente et active de l'Argentine. Son soutien n'est pas circonstanciel ; il est l'expression d'une conviction historique.

Les Malvinas constituent un cas spécial et particulier de décolonisation. La population actuelle est le résultat d'une implantation postérieure à

l'occupation britannique de 1833. C'est pourquoi le principe de libre détermination, tel qu'appliqué aux peuples sous domination coloniale, n'est pas pertinent ici. Le droit international est clair : la seule voie est la négociation bilatérale pour résoudre le différend de souveraineté, dans le respect de l'intégrité territoriale argentine.

Le refus persistant du Royaume-Uni de dialoguer n'ignore pas seulement l'Argentine, mais méprise aussi l'appel soutenu de la communauté internationale exprimé dans d'innombrables résolutions de l'ONU, du Comité de la Décolonisation (C-24), et de forums tels que le Mouvement des Pays Non-Alignés, l'Union Africaine et les sommets ASA et ASPA.

POURQUOI CE SUJET EST-IL ENCORE PERTINENT AUJOURD'HUI POUR L'ALGÉRIE ?

Parce qu'il en va de la crédibilité du système multilatéral et du droit international. La décolonisation n'a pas été un chapitre clos au XXe siècle ; c'est une obligation morale et juridique en suspens. La récente résolution adoptée par consensus au Comité de la Décolonisation (C-24) en juin 2025, qui réitère l'appel au dialogue, est la preuve du consensus mondial ferme et large qui soutient encore cette cause.

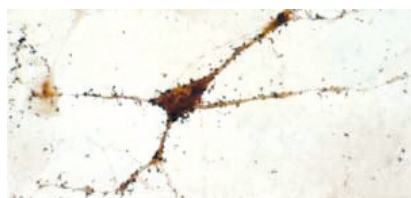
L'Algérie, avec l'autorité morale que lui confère sa propre histoire, comprend cela mieux que quiconque. Sa solidarité avec l'Argentine transcende la diplomatie ; c'est une question de cohérence avec les principes qu'elle défend. Dans un monde où les normes internationales sont remises en cause, défendre la pleine validité de la Résolution 2065, c'est défendre la validité de la paix, du dialogue et de la justice comme piliers de la coexistence mondiale.

Neurosciences Le cerveau adulte continue à fabriquer des nouveaux neurones même après 70 ans !

Par Mammam Bouchakour

Depuis de nombreuses années nous avons toujours pensé que le capital de cellules nerveuses (neurones) que nous avons à la naissance qui est entre 80 et 100 milliards, diminuait avec le temps, tout en sachant que les connexions des neurones entre eux peuvent entretenues.

Pour rappel, le neurone est l'« unité de base » du cerveau qui spécialisée pour transmettre les informations à d'autres cellules en utilisant une impulsion électrique appelée « influx nerveux » le long des axones qui se connecteront aux dendrites des autres neurones par l'intermédiaire de « synapses » et ainsi de suite, un véritable réseau sera créé !



Neurone FRC/ Inserm / U339

Cette « production ce neurones » est appelée Neurogénèse et elle a principalement lieu lors de la formation du cerveau l'embryon et chez l'enfant, entre la 10^{ème} et 20^{ème} de gestation, elle porte le nom de « Neurogénèse primaire » et permet de former un stock 86 à 100 milliards de cellules !

Ces neurones vont s'assembler et se superposer en 06 couches pour former le cortex cérébral, connue aussi sous le nom de « substance grise ».

Cette neurogénèse primaire se poursuit pendant les 1ères années de la vie et s'achève vers l'adolescence.

Néanmoins quelques fois une neurogénèse « localisée » persiste chez l'adulte et semble ressembler à une « jeunesse cérébrale » pour entretenir une forme de plasticité cérébrale, phénomène connu de tous les neuroscientifiques, bien que qu'elle fut considérée comme impossible selon le « dogme de la fixité » (ou de la non-régénération neuronale) formulé par Santiago Ramon y Cajal en 1913 en disant

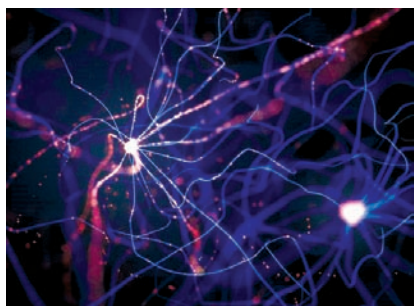
« Une fois le développement terminé, la croissance et la régénération des axones et des dendrites s'arrêtent irréversiblement dans le cerveau adulte, les voies nerveuses sont fixes et immuables : tout est destiné à mourir, rien ne peut être régénéré » !

Et voilà que depuis quelques années des équipes de chercheurs de différents pays ont montré que le cerveau continuait à produire des nouvelles cellules même après 70 ans !

C'est pour cela que durant la majorité du 20^{ème} siècle ce dogme a prévalu sur l'ensemble de la communauté scientifique, quelques travaux « contradictoires » sont restés dans l'anonymat jusqu'à la moitié du 20^{ème} siècle où commencent à apparaître des théories « nouvelles » ou « osées » concernant la possibilité d'une neurogénèse adulte qui vient d'être prouvée tout récemment par une étude suédoise de l'Institut Karolinska publiée dans la revue Science le 03/07 2025, vol 389, n°6755 par I.Dumitru et coll. portant sur du tissu cérébral de personnes âgées de 0 à 78 ans et à l'aide d'une méthode appelée séquençage d'ARN mononucléaire qui analyse l'activité des gènes dans les noyaux cellulaires.

Afin de localiser ces cellules, et cela était comparable à chercher une aiguille

dans une botte de foin, 02 technique-ont été utilisées pour rechercher les différents gènes actifs, le RNAscope et Xenium qui ont confirmé en fin de compte que les nouveaux neurones étaient situés dans une zone particulière de l'Hippocampe appelé le « Gyrus denté », zone importante pour la formation et l'entretien de la mémoire, de l'apprentissage et les fonctions et flexibilité cognitives.



ktsimage/iStock

Ce phénomène naturel est en fait un véritable système dynamique contrôlé par des facteurs internes et externes, des facteurs de croissance, des neurotransmetteurs (Dopamine, Sérotonine, Glutamate), des hormones (Oestrogènes, Pro lactine, Corticostéroïdes), des médicaments (antidépresseurs, Opiacés).

Les conditions de vie ont aussi une influence tels que le vieillissement, la grossesse, le stress, les maladies, l'apprentissage ! C'est toute la complexité des phénomènes régulateurs de la neurogénèse adulte qui commence à être comprise et fera certainement l'objet de recherches futures.

En conclusion, nous pourrions dire que le débat persistant depuis des décennies portant sur la capacité du cerveau à fabriquer des nouveaux neurones une fois l'enfance et l'adolescence terminée est, actuellement, largement en faveur du « Oui » !

Et tout le challenge est de débroussailler ceci afin de mieux comprendre la « machinerie » très complexe dans laquelle de nombreux facteurs viennent d'être reconnus en bien sur en tirer tous les bénéfices des éventuelles applications ultérieures concernant les maladies chroniques et dégénératives du système nerveux notamment les progrès décisifs qui sont attendus de l'utilisation de cellules souches intrinsèques dont la différenciation pourrait être contrôlée par les outils actuels de la thérapie génique.

Déjà, la maladie de Parkinson en est la « première bénéficiaire » et les études de différentes équipes de chercheurs explosent notamment aux Usa (Weill Cornell Medical College) et au Japon (Université de Kyoto) dans lesquelles les neurones greffés ont survécu pendant plus d'un an et continuent à produire de la Dopamine sans qu'il n'y ait aucune réaction immunitaire ou d'effets secondaires majeur !

Ce qu'il faut retenir est que 2 études faites dans 2 pays différents par des équipes indépendantes ont abouti à des résultats similaires, ce qui est déjà très prometteur en soi, avec bien entendu toute la circonspection scientifique étant donné le caractère limité et restreint des séries, mais l'enthousiasme des greffes neuronales reste intact !

*Professeur . Neurochirurgien
Ex.Médecin chef de service de Neurochirurgie
CHUOran
Clinique EnNadjah.Oran

Sources :
1/- Fréquence Médicale GenevièveAndrianaly
10 Juillet 2025
2/- Sciences EricRafidiarimanana, le 10
septembre 2025
3/- Wikipédia

Plateforme numérique pour les transferts inter-hospitaliers



Par Madani Belhafiane*

La mise en place d'une plateforme numérique dédiée à la gestion des transferts inter-hospitaliers constitue une avancée majeure vers une organisation plus rationnelle, équitable et efficiente des parcours de soins. Cette démarche permettra de mettre fin aux évacuations désordonnées et d'assurer une meilleure orientation des patients vers les structures disposant des compétences et des équipements requis. Toutefois, l'impact de cette plateforme pourrait être considérablement renforcé par l'intégration de solutions d'intelligence artificielle appliquées au domaine médical.

En effet, certaines urgences - notamment cardiaques et neurologiques-sont extrême-

ment dépendantes du facteur temps. Dans ces situations critiques, la possibilité d'échanger instantanément des données cliniques, biologiques ou radiologiques avec des centres spécialisés, appuyée par des outils d'aide à la décision basés sur l'IA, permettrait d'optimiser le triage, d'accélérer la prise en charge et, dans de nombreux cas, de limiter, voire d'éviter, des transferts lourds et coûteux.

Cette approche s'inscrit pleinement dans la dynamique déjà amorcée, comme souligné dans votre édition du 9 novembre à travers l'article « L'intelligence artificielle, catalyseur du renouveau de l'imagerie médicale en Algérie ». L'interconnexion des hôpitaux, associée à l'analyse intelligente des images médicales et des données de

santé, représente un levier puissant pour améliorer la qualité des soins, en particulier au bénéfice des wilayas du Sud et des Hauts-Plateaux.

Enfin, les efforts annoncés en matière de transport sanitaire, de coordination intersectorielle et de formation des équipes médicales et paramédicales constituent des compléments indispensables à la réussite de cette réforme.

Ensemble, la numérisation, l'intelligence artificielle et le renforcement des capacités humaines peuvent jeter les bases d'un système de référence et de contre-référence moderne, réactif et centré sur le patient.

* Dr.Ancien Expert en santé maternelle, néonatale et infantile de l'Organisation Mondiale de la Santé - Juba, Soudan du Sud

Le style parental influence la santé mentale des adolescents



La santé mentale est devenue un réel sujet de préoccupation, chez les jeunes, en proie à des difficultés d'ordre psychologique, au vu de la hausse des cas de dépression. Une nouvelle, révèle que plus de 40% des jeunes de 15 à 29 ans souffriraient d'anxiété, et que le style d'éducation parentale qu'ils ont reçu n'y serait pas pour rien.

L'équipe de recherche a ici

mené une enquête auprès de 583 adolescents népalais scolarisés. L'objectif était ici de combler les lacunes des données existantes, notamment sur le lien entre les différents styles parentaux (autoritaire, démocratique et permissif) et divers indicateurs de santé mentale.

Les jeunes gens ont rempli un questionnaire en quatre parties évaluant leur santé mentale (niveaux d'anxiété,

de dépression, de stress, et estime de soi), tandis que leur perception du style parental de leurs parents a été recueillie, ainsi que les informations personnelles usuelles (âge, sexe, situation familiale).

En recueillant et recoupant ces données, les scientifiques ont pu établir des liens statistiques entre type d'éducation parentale reçue et santé mentale des adolescents et jeunes adultes.

Port d'Oran

Réussite des premiers tests des nouveaux portiques de quai

J. Boukraa

Le port d'Oran continue de franchir des étapes importantes dans le processus de modernisation de ses infrastructures. Dans la nuit dimanche les premiers essais de débarquement de conteneurs à l'aide des nouveaux portiques de quai ont été réalisés avec succès au niveau du terminal à conteneurs, a indiqué cette entreprise dans un communiqué publié sur sa page. Ces essais ont permis le déchargement des premiers conteneurs du navire CONTSHIP CUB, transportant une cargaison de la compagnie CMA CGM Algérie, confirmant ainsi la performance et l'efficacité des nouveaux équipements mis en service. Cette opération s'inscrit, rappelle-t-on, dans le cadre de la stratégie du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports visant la modernisation des infrastructures portuaires commerciales et le renforcement de leurs capacités opérationnelles, conformément aux meilleurs standards internationaux. Dans cette dynamique,

l'Entreprise portuaire d'Oran a engagé une action qualitative de renforcement de son parc dédié à la manutention des conteneurs. A ce titre, le mois passé cinq nouvelles machines de type Cavalier Gerber, issues du constructeur mondial SANY, ont été réceptionnées. Cet investissement vise à améliorer la productivité des opérations de chargement et de déchargement, tout en optimisant la fluidité de la circulation au sein du terminal. Cette dotation comprend trois engins dotés d'une capacité de levage de trois niveaux plus un, permettant une manutention plus efficace de volumes importants de conteneurs, ainsi que deux engins d'une capacité d'un niveau plus un, destinés principalement aux opérations rapides et de précision au niveau des quais. Fin octobre, le port a aussi réceptionné six (06) équipements de manutention de type RTG (Rubber Tyred Gantry cranes), destinés au traitement et au déplacement des conteneurs. Avec ces nouvelles acquisitions, auxquelles s'ajoutent trois (03) grues de quai de dernière génération déjà mises

en service auparavant, le port d'Oran devient le premier port algérien doté d'un terminal à conteneurs conforme aux standards internationaux. Cette avancée stratégique consolide sa position en tant que hub maritime majeur, non seulement à l'échelle nationale mais également régionale, au service du commerce et de la connectivité économique de l'Algérie. Ce renforcement du parc matériel constitue une étape stratégique majeure pour l'Entreprise portuaire d'Oran. Il contribuera notamment à accroître la capacité opérationnelle du port, à réduire les délais de traitement des conteneurs et à améliorer la compétitivité des services offerts aux clients et partenaires économiques. L'Entreprise portuaire d'Oran réaffirme, par ailleurs, la poursuite de son plan stratégique, axé sur la modernisation des infrastructures, la digitalisation des opérations et le renforcement continu des moyens de manutention, avec pour objectif de positionner le port d'Oran comme un pôle logistique majeur au niveau national et régional.

Analyses des produits de la pêche maritime

Lancement des travaux de réalisation d'un laboratoire régional

Les travaux de réalisation d'un laboratoire régional d'analyses des produits de la pêche ont été lancés récemment à Oran, a indiqué le directeur de wilaya de la pêche et de l'aquaculture, Menouar Maghni Sandid.

Ce laboratoire, dont la réception est prévue pour la fin de l'année 2026, s'inscrit dans le cadre du renforcement des structures de contrôle de la qualité des produits halieutiques, a précisé le même responsable. Il prendra en charge la réalisation de différentes analyses physiques, chimiques et microbiologiques, garantissant ainsi la conformité

des produits aux normes sanitaires en vigueur, a-t-il ajouté. Cette infrastructure contribuera à la protection de la santé du consommateur et au renforcement des capacités de contrôle technique aux niveaux local et régional, tout en améliorant l'accompagnement des opérateurs économiques dans l'amélioration de la qualité de leurs produits. Les services du laboratoire seront également mis à la disposition d'autres secteurs, notamment le commerce et l'agriculture (inspection vétérinaire). Il desservira plusieurs wilayas de l'Ouest du pays et permettra de réduire les délais d'analyses

auparavant effectuées dans des laboratoires éloignés, selon la même source.

Sur le plan économique, le directeur de la pêche et de l'aquaculture a souligné que la réalisation de ce laboratoire régional contribuera à renforcer la compétitivité de la filière en permettant aux opérateurs d'obtenir des analyses dans des délais plus courts et à moindre coût, ce qui aidera à réduire les charges de production et à améliorer la rentabilité des entreprises activant dans ce domaine, tout en soutenant les efforts de la wilaya pour le développement des exportations hors hydrocarbures.

Arzew

80 kiosques illicites démantelés

Après un travail de recensement qui a duré quatre mois, les services de la commune d'Arzew ont réussi avant-hier lors d'une vaste opération d'assainissement menée avec les éléments de la sûreté de daïra à démanteler 80 kiosques érigés illicitement au niveau de l'esplanade. Le travail mené sur le terrain a révélé que seulement 20% des commerçants activant au niveau de cette place remplissaient les conditions légales et devaient s'acquitter de leurs dus. En effet, une cellule d'inspection relevant du cabinet du président de l'APC d'Arzew a été mise en place afin de prendre en charge les différentes préoccupations liées l'exploitation des espaces publics et au respect de la réglementation en vigueur, apprend-on du côté de la commune. Dans ce registre, celle-ci a effectué depuis sa création il y a une année 38 sorties sur le terrain au cours desquelles elle a démantelé plus de 300 extensions et dépassements anarchiques qui entravaient la circulation. Par ailleurs, cette campagne va se poursuivre conformément aux directives du wali d'Oran. Il y a deux jours, 54 cas de transgressions sur l'espace public ont été constatés par la commission de la protection de l'environnement de la wilaya. Il s'agit de squat illicite de trottoirs pour l'entreposage des marchandises sans aucune autorisation délivrée par les services de la commune. A vrai dire, le mot d'ordre est donné via une lutte sans merci contre toute extension illicite ou squat de l'espace. Jeudi, une opération similaire a été menée à Aïn El Turck où après un délai donné aux commerçants de l'ancien marché pour libérer les trottoirs, les autorités locales de Aïn El Turck



ont décidé d'agir afin d'appliquer les instructions données par le wali d'Oran visant à lutter contre l'occupation illicite des espaces publics. En effet, plusieurs rues et ruelles ont été libérées et des marchandises appartenant aux commerçants détenteurs de locaux commerciaux ont été saisies. Il s'agit d'une mesure initiée après une première mise en demeure adressée par les services de la commune aux contrevenants. Dans la commune de Oued Tlélât, plus de 80 extensions anarchiques de magasins et de kiosques ont été démantelées mardi dernier par la commission chargée de la protection de l'environnement de la wilaya en collaboration avec les services de la sûreté de daïra de Oued Tlélât

et les unités de la gendarmerie. Ces extensions ont été érigées sur plusieurs trottoirs de cette localité pénalisant ainsi la circulation piétonne, ont indiqué des sources communales précisant qu'en plus de ces entraves à la circulation, elles portent atteinte à l'environnement. Sur ce, des moyens humains et matériels ont été déployés pour enlever ces extensions et libérer ainsi ces trottoirs à la circulation. La semaine dernière, 19 extensions de balcons d'appartements situés en bas des cités, 41 extensions sans autorisation de magasins et 27 kiosques érigés illicitement ont été démolis dans le quartier de Haï En-Nour.

K. Assia

Logements sociaux à Oran et El Ançor

Les demandes de recours passées au peigne fin

K. Assia

La commission chargée d'étudier les demandes de recours déposés par les exclus du relogement dans les communes d'Oran et d'El Ançor s'est réunie avant-hier afin de passer au peigne fin tous les dossiers. Présidée par le wali d'Oran M. Ibrahim Ouchène, celle-ci a regroupé tous les membres de l'exécutif, les cadres du secteur du logement, de l'OPGI et les chefs de daïra d'Oran et de Aïn El Turck. Il y a quelques jours, une réunion similaire présidée par le wali d'Oran a été organisée afin d'examiner les demandes introduites par les citoyens et concernant la liste des 248 logements sociaux de Hassi Bounif dans la daïra de Bir El Djir et la liste des 450 logements sociaux de Aïn El Turck. Dans ce registre, tous les demandes de recours ont été examinées et passées au peigne fin.

Le wali d'Oran a instruit les responsables locaux notamment les chefs de daïra de Bir El Djir et de Aïn El Turck à accélérer l'opération d'affichage des listes des bénéficiaires de ces programmes et de les distribuer dans les plus brefs délais. Notons que parmi les présents, le directeur du logement, les représentants de l'Office de promotion et de gestion immobilière (OPGI) et de la Caisse nationale du logement en plus du chargé du logement au niveau du cabinet de la wilaya. D'autre part, cette commission s'est réunie

le même jour en présence du wali d'Oran et du chef de daïra d'Es-Sénia pour examiner les recours déposés concernant la liste des logements sociaux d'Es-Sénia.

Notons que quelque 32.914 logements de type public locatif ont été distribués en cinq ans soit entre 2020 et 2025. D'autre part, 182.825 logements toutes formules confondues sont en cours de réalisation selon un rapport détaillé sur l'état des programmes de logements en voie de concrétisation. Celui-ci enregistre un taux d'avancement de l'ordre de 88,20% dont 72.482 unités de type public locatif. La wilaya d'Oran a bénéficié d'un programme de 4.000 logements publics locatifs qui sera réalisé dans 24 communes, dont 820 unités pour la commune d'Oran, 400 autres pour chacune des communes de Bir El Djir et Arzew, 300 unités pour Es-Sénia et Aïn El Turck, 150 unités pour Sidi Benyebka et Hassi Benokba, 100 unités pour les communes d'El Kerma, Sidi Chahmi, Bousfer, El Ançor, Mers El Kebir, Boutlélis, Misserghine, Hassi Mefsoukh, Bethioua, Aïn El Beïda et Oued Tlélât, 80 unités pour Hassi Bounif et 50 unités pour Aïn El Kerma, Benfreha, Mers El Hadjadj et Tafraoui. Un délai de 16 mois a été accordé aux promoteurs immobiliers en charge de la réalisation de ce programme qui est supervisé par l'Office de promotion et de gestion immobilière (OPGI).

Logements publics

à Oued Tlélât et Es-Sénia

Tirage au sort et remise des clés aux énéficiaries

J. Boukraa

Les opérations liées à l'attribution et à la remise des logements publics locatifs se poursuivent dans la wilaya d'Oran. L'Office de promotion et de gestion immobilière (OPGI) a annoncé l'organisation hier de deux importantes opérations touchant plusieurs communes, dans le cadre de la politique publique visant à répondre à la demande croissante en matière de logement. Dans un premier temps, l'OPGI a indiqué que les bénéficiaires de 280 logements publics locatifs répartis entre trois communes de la daïra de Oued Tlélât sont concernés par l'opération de tirage au sort destinée à déterminer les blocs et les étages des logements. L'opération s'est déroulée hier à la salle omnisports de la commune de Oued Tlélât. Cette opération concerne 100 logements pour la commune de Tafraoui, 100 logements pour la commune de Boufatis et 80 logements pour la com-

mune d'El Braya. Elle se déroulera en présence des parties concernées, dans le respect des règles de transparence et d'équité, afin de garantir une attribution juste aux bénéficiaires inscrits.

Par ailleurs, l'OPGI d'Oran a annoncé le lancement de l'opération de remise des clés au profit des bénéficiaires de 600 logements publics locatifs situés à Aïn El Beïda, dans la daïra d'Es-Sénia. Cette phase concerne les immeubles numérotés de 01 à 09 et s'est déroulé hier lundi au niveau de la cité 600 logements. A ce titre, l'Office rassure que les convocations des bénéficiaires des immeubles restants seront effectuées progressivement, conformément à la planification arrêtée et dans les meilleurs délais possibles. A travers ces opérations, les autorités locales réaffirment leur engagement à améliorer les conditions de vie des citoyens et à accélérer la concrétisation des programmes de logements, un dossier prioritaire au niveau de la wilaya d'Oran.

Horaires des prières pour Oran et ses environs

25 jourmada ethania 1447				
El Fedjr 06h36	Dohr 12h59	Assar 15h34	Maghreb 17h55	Icha 19h18



Maghnia Une promotion pour de nouvelles perspectives

Des citoyens, des élus et des représentants de la société civile de la commune de Maghnia ont salué la décision de sa promotion au rang de circonscription administrative, approuvée par le Conseil des ministres, lors de sa réunion tenue dimanche sous la présidence du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, estimant que cette mesure aura un impact positif sur le développement local et le rapprochement de l'administration du citoyen.

A ce propos, le président de l'Assemblée populaire communale (APC) de Maghnia, Bouchaib Azzedine, a souligné l'importance de cette décision, qui aura des « effets très positifs » sur la ville de Maghnia en matière de développement et lui permettra de bénéficier de projets dans divers secteurs, notamment la santé et l'habitat, contribuant ainsi à la création de postes d'emploi au pro-

fit des habitants de la région. De son côté, le délégué de l'annexe administrative du village de Bendamou, relevant de Maghnia, a estimé que cette décision est dans l'intérêt des citoyens, dans la mesure où elle permettra de rapprocher l'administration du citoyen et de concrétiser plusieurs projets de développement, tels que l'extension du réseau routier, l'ouverture de nouvelles spécialités au Centre universitaire et la relance de l'activité de la zone industrielle de Bendamou en vue de créer de nouveaux emplois.

Pour sa part, le membre de l'association « Sanabil El Kheir » de Maghnia, Kherchoufi Mohamed, a considéré que la promotion de Maghnia en circonscription administrative permettra d'envisager la réalisation de projets prometteurs susceptibles d'insuffler une forte dynamique à cette région frontalière. Il a souligné la nécessité d'un inves-

tissement optimal des potentialités locales, afin de promouvoir et développer cette collectivité locale, notamment sur le plan urbanistique, tout en accordant une importance particulière à la zone industrielle de Bendamou et au renforcement du Centre universitaire, qui assure des formations dans plusieurs domaines, par l'introduction de nouvelles spécialités.

Dans le même esprit, de nombreux citoyens de la région ont estimé que cette décision aura un impact positif sur le cadre de vie de la population, à travers la réalisation de projets, la création d'emplois et l'accélération de la dynamique du développement local. Ils ont ajouté que cette mesure ouvrira la voie à de nouvelles perspectives pour la concrétisation de projets de développement et la valorisation des potentialités dont dispose actuellement la commune.

Tiaret

Assurer une distribution continue de l'eau

Les travaux de réalisation d'un réservoir d'eau d'une capacité de 5.000 mètres cubes ont été lancés, récemment, dans la ville de Tiaret, dans le cadre du renforcement de l'alimentation en eau potable, selon le directeur de l'Hydraulique, M. Laid Aïssani.

M. Aïssani a précisé que ce projet, dont le coût de réalisation est estimé à 130,2 millions de dinars, est inscrit dans le cadre du programme spécial dont a bénéficié la wilaya pour l'alimentation en eau potable de la ville de Tiaret à partir du bassin hydrographique de «Chott Chergui», indiquant que sa mise en service est prévue dans un délai de 14 mois.

L'importance de ce réservoir, qui

sera implanté dans la zone de «Zemala», sur les hauteurs de la ville, réside dans la mobilisation de quantités supplémentaires d'eau afin d'assurer une distribution continue, notamment pour les étages supérieurs du nouveau pôle urbain «Kermane».

Le raccordement de cette infrastructure, sur une distance de 1,7 km de canalisations, aux réservoirs avoisinants s'inscrit dans le cadre de l'interconnexion adoptée entre plusieurs réservoirs situés sur les hauteurs de la ville, afin d'éviter toute perturbation dans la distribution en cas de défaillance au niveau des forages ou des conduites d'amenées, a ajouté le même responsable.

Par ailleurs, une station de releva-

ge des eaux usées au niveau du pôle urbain «Kermane» a été mise en service, à la fin de la semaine dernière, pour une enveloppe financière estimée à 105,6 millions de dinars.

Cette station, raccordée par 3,6 km de canalisations, permet de relever et de pomper 30 litres par seconde d'eaux usées vers la station d'épuration d'Ain-Bouhekif.

Trois autres stations similaires devront être prochainement mises en service à Sidi El-Haouas (commune de Sebt), Bibane Mesbah et Aïn-Meriem (commune d'Ain-Bouhekif), dans le but de mobiliser le maximum d'eaux usées à traiter et à réutiliser à des fins agricoles et de services, a conclu M. Aïssani.

Mascara

Extension de la culture des céréales

Une superficie estimée à 56.000 hectares a été affectée à la culture des céréales dans la wilaya de Mascara, au titre de la campagne labours-semailles de la saison agricole en cours 2025-2026, selon le directeur par intérim des Services agricoles (DSA), M. Benaoumer Sellam.

La wilaya a enregistré, cette année, une augmentation de la superficie consacrée aux céréales par rapport à la saison précédente, durant laquelle près de 45.300 hectares avaient été réservés à cette filière, a-t-il précisé à l'APS.

Cette hausse est due à l'adhésion d'un nombre «notable» d'agriculteurs au programme de culture des céréales pour la nouvelle saison agricole 2025-2026, a-t-il expliqué.

Dans le cadre de la campagne labours-semailles de la saison agricole en cours, lancée depuis quelques jours, 20.000 hectares ont été réservés à la culture du blé dur, 5.000 hectares au blé tendre, 28.000 hectares à la production d'orge et 3.000 hectares à l'avoine.

Par ailleurs, afin d'assurer le succès de cette campagne, la DSA a mobilisé d'importants moyens, dont plus de 36.500 quintaux de semences et plus de 14.460 quintaux d'engrais mis à la disposition des agriculteurs à travers les points d'approvisionnement relevant de la coopérative de wilaya des céréales et des légumes secs (CCLS).

Cette dernière a, en outre, ouvert, en juillet dernier, un guichet unique dans la ville de Mascara pour répondre aux besoins des producteurs en



semences et en engrais.

Dans le même cadre, plus de 4.400 tracteurs, 2.637 engins de labour, 360 semoirs, 100 épandeurs d'engrais ainsi que d'autres équipements ont également été mobilisés, selon la même source.

D'autre part, la DSA, en coordination avec la Chambre de l'agriculture de la wilaya, a récemment lancé un programme de vulgarisation spécifique à la saison agricole en cours,

comprenant des journées de sensibilisation au profit des producteurs de céréales, visant à leur présenter les moyens mobilisés et les dispositifs de soutien mis à disposition par l'Etat.

A titre de rappel, la wilaya de Mascara avait enregistré, lors de la précédente saison agricole, une production céréalière, toutes variétés confondues, dépassant 170.600 quintaux, selon les statistiques de la même direction.

Chlef

Des équipements médicaux au profit de retraités

Les services de la Caisse nationale des retraites (CNR) de la wilaya de Chlef ont procédé, lundi, à la distribution d'un lot d'équipements et de matériels médicaux au profit d'un nombre de retraités, dans le cadre des activités de la Semaine de l'aide sociale, a-t-on appris auprès de cet organisme. «Cette initiative vise à accompagner les retraités, assurer leur prise en charge psychologique et sociale et les informer sur le dispositif d'aide sociale mis à leur disposition», a indiqué le directeur de la CNR de Chlef, Mohamed Braik, en marge de journées portes ouvertes organisées à cette occasion.

Il a précisé que cette opération s'inscrit dans le cadre de l'humanisation des relations avec les retraités et de la promotion des prestations de sécurité sociale assurées par la Caisse au profit des retraités et ayants droit, en coordination avec les différents organismes concernés.

Des fauteuils roulants, des prothèses et accessoires, des appareils de mesure de la tension artérielle et de suivi des maladies chroniques, ainsi que des documents administratifs, dont la carte Chifa, ont été remis aux bénéficiaires, une initiative saluée par ces derniers.

Par ailleurs, une campagne de sensibilisation a été lancée pour promouvoir les services numériques de la CNR, notamment l'aide sociale à distance, accessible via la plateforme «Takaoudi» et l'espace numérique du retraité, permettant le dépôt de demandes d'équipements et la prise de rendez-vous. M. Braik a également fait état de la numérisation du service d'aide sociale, à travers l'utilisation de tablettes électroniques et d'une plateforme dédiée au suivi précis des activités de terrain, en vue d'un traitement rapide des demandes et d'une meilleure accessibilité des services à distance.

Mecheria

Aménagement de l'aire de parking des avions de l'aérodrome

Les travaux de renforcement et d'aménagement de l'aire de parking des avions de l'aérodrome Cheikh-Bouâmama de Mecheria, dans la wilaya de Naâma, ont été achevés, a indiqué, lundi, la direction des Travaux publics. Le directeur des Travaux publics de la wilaya, Zaoui Abdelaziz, a souligné que cette opération a été entièrement réalisée. Les travaux ont porté, notamment, sur la réhabilitation de la couche de roulement, le bitumage des voies, l'application d'un produit anti-kérosène, ainsi que

la mise en place de la signalisation horizontale. Le même responsable a ajouté que cette opération, dotée d'une enveloppe financière de 73 millions de dinars, s'inscrit dans le cadre du programme sectoriel de maintenance des aéroports pour l'année en cours. A noter que les travaux ont débuté à la fin du mois d'octobre dernier avec un délai de réalisation fixé à trois mois, mais qui ont été achevés avant l'expiration des délais, par une entreprise locale de réalisation, selon la même direction.

El-Abiodh Sidi Cheikh Plusieurs chantiers au menu du wali

Les communes de la wilaya d'El-Abiodh Sidi Cheikh ont bénéficié de plusieurs projets de développement importants, qui ont fait l'objet, dimanche, d'une visite d'inspection des autorités locales. A cet effet, le wali d'El Bayadh, M. Noureddine Belaribi, a procédé à la mise en service du projet de raccordement du groupement d'habitat rural «El Khodr» dans la commune d'El-Mehara au réseau de gaz naturel.

L'opération a concerné 130 logements, avec la réalisation d'un réseau de transport dépassant 16 km, tandis que le réseau de distribution a excédé 5 km, pour une enveloppe financière estimée à plus de 706 millions de dinars algériens, indique-t-on.

A cette occasion, le wali a insisté sur la nécessité de poursuivre les efforts de raccordement au réseau de gaz naturel et aux autres réseaux de base à travers l'ensemble des agglomérations de la wilaya. Dans la même commune, il a également inspecté le projet de réalisation et d'équipement de la station de pompage destinée à l'alimentation en eau potable des villages de Deghima et Digham, en plus de la réception et de la distribution des quotas d'aliments pour bétail (orge subventionnée) au centre de proximité de stockage des céréales, au

profit des éleveurs de la région.

Dans la commune de Chellala, le wali s'est enquis du taux d'avancement des travaux du projet de réalisation d'un ouvrage d'art au niveau de la route nationale n°47 reliant la région de Digham à la commune de Chellala, et a donné le coup d'envoi d'un autre projet de réalisation d'un ouvrage d'art à Chellala El-Gueblia, sur le même tronçon routier.

Les délais de réalisation de cet ouvrage d'art ont été fixés à huit mois, pour une enveloppe budgétaire dépassant 112 millions de dinars, souligne-t-on.

Dans la même collectivité locale, il a également inspecté le projet de réalisation d'une microzone d'activités dans le cadre du soutien à l'investissement privé, ainsi que les projets de réalisation de 20 et 40 logements publics locatifs (LPL), d'un ouvrage d'art au niveau du chemin de wilaya n° 4, et a visité une école coranique de la région. Dans la commune de Boussemghoune, le premier responsable de l'Exécutif de la wilaya d'El-Bayadh a procédé à l'inspection des travaux de réalisation de 20 logements LPL, du lycée «Sidi-Ahmed Tidjani», ainsi que des travaux d'aménagement d'une place publique et d'une école coranique.

Alger

La route complexe Mohamed-Boudiaf/ Khraicia sur la bonne voie

Le ministre, wali d'Alger, Mohamed Abdenour Rabehi, a effectué une visite d'inspection des travaux du deuxième tronçon du projet de la route reliant le complexe olympique Mohamed-Boudiaf à la commune de Khraicia, pour sa mise en service dans les plus brefs délais, a indiqué, lundi, un communiqué des services de wilaya.

Dans le cadre du "suivi sur le terrain des projets du Plan jaune de la vision stratégique pour le développement et la modernisation de la capitale, M. Rabehi a inspecté, dimanche, les travaux du deuxième tronçon du projet de la route reliant le complexe Mohamed-Boudiaf à la commune de Khraicia, qui s'étend sur 3,5 km", préci-

se la même source. A cette occasion, M. Rabehi s'est enquis des différents chantiers du projet situé entre les communes de Baba Hassen et de Khraicia, où il a inspecté l'ouvrage d'art de l'échangeur Dely Brahim-El Achour, et la nouvelle pénétrante vers la route nationale RN-36 reliant Ouled Fayet à Baba Hassen, en sus des ouvrages d'art de la route express menant vers Khraicia et la pénétrante vers la commune de Draria".

A cet égard, il a donné "des directives techniques pour garantir la réalisation du projet selon les normes de qualité et de sécurité, et appelé à la nécessité d'accélérer le rythme des travaux, pour sa mise en service dans les plus brefs délais", précisant qu'"une

sortie sur le terrain sera organisée pour prendre les mesures de déviation du canal d'évacuation des eaux, à même de faciliter la réalisation de la pénétrante de Draria vers la cité AADL d'Oued Tarfa (commune de Draria), outre l'accélération de l'opération d'installation des poteaux d'éclairage public et des panneaux de signalisation".

Ce projet tend à "élargir le réseau routier de la capitale et à augmenter sa capacité d'accueil", notamment à travers les nouveaux axes visant à "décongestionner cette zone et à faciliter l'accès des véhicules à la route express vers le complexe olympique Mohamed-Boudiaf et de là vers Bab El-Oued", note le communiqué.

Boumerdès

Plus de 5 milliards de DA pour le réseau routier

Le secteur des travaux publics à Boumerdès a bénéficié d'une enveloppe de plus de cinq (5) milliards DA, au titre du programme sectoriel de développement de l'exercice 2026, destinée à la réalisation de nouveaux projets et à la réhabilitation du réseau routier local, selon la direction du secteur.

Cette dotation permettra la concrétisation de plusieurs opérations de développement visant à répondre aux préoccupations des citoyens, a indiqué la directrice locale des travaux publics, Ferial Sayoud, en marge du Conseil exécutif de la wilaya consacré à l'examen de la situation du secteur.

Les projets programmés pour 2026 portent notamment sur la réalisation de plusieurs

ouvrages d'art, dont un viaduc pour relier les communes de Sidi Daoud et Ben Choud, un autre pour relier la commune de Legata à la RN85 et au chemin de wilaya (CW) N35, ainsi que deux ponts dans la commune de Kharrouba, reliant la CW 66 à la RN29, selon la même source. Le plan d'action du secteur des travaux publics pour 2026 prévoit également le renforcement et la réhabilitation de plusieurs axes routiers, à l'instar du tronçon de la RN 25 entre Baghlija et Dellys sur 18 km, de l'ancien tracé de la RN68 entre Bordj Menaiel et Cap Djinet, ainsi que des travaux d'entretien sur la RN12 (10 km) et la RN5 entre Beni Amrane et Ammal sur 17 km, en plus de la maintenance d'ouvrages

maritimes au niveau des ports.

Par ailleurs, cette enveloppe servira également à l'aménagement de voies d'accès à des cités d'habitations, dont un accès entre le quartier Ben Merzouka et la rocade N2 de Boudouaou, un autre sur l'axe Semaidia-Ouled Brahim reliant Hammadi à Khemis El Khechna, ainsi que la réalisation d'un échangeur reliant la cité AADL à la cité "Ellouz" de Thenia sur la RN5. Il est également prévu l'achèvement de projets en cours, dont le renforcement de la RN5 sur 13 km, la réhabilitation de la RN68 entre Issers et Chaabat El Amer sur 11 km, ainsi que l'achèvement du projet de doublement de la RN68 entre Bordj Menaiel et Cap Djinet, a conclu Mme Sayoud.

Djelfa

Université: accord pour financer trois projets

Trois projets relevant du centre d'entrepreneuriat de l'Université Ziane-Achour de Djelfa ont obtenu un accord de financement dans le cadre des résultats de la commission de sélection, d'agrément et de financement des projets auprès du ministère de l'enseignement supérieur et de la Recherche scientifique.

Selon le recteur de l'Université, Ailam El-Hadj, ces projets visent à soutenir et promouvoir l'entrepreneuriat chez les étudiants universitaires. Ils portent sur la création d'un laboratoire d'analyses médicales, ainsi que sur la production de charbon à partir de différents matériaux. Les porteurs de ces projets devraient bénéficier d'un financement pour la création de micro-entreprises.

Par ailleurs, cinq autres projets sont actuellement en



cours d'évaluation au niveau de la direction générale de la recherche scientifique et du développement technologique, en vue de leur financement et de leur accompagnement, a ajouté le même responsable.

Ils concernent notamment un dispositif connecté de me-

sure du poids destiné aux personnes à mobilité réduite, un système de stérilisation intégrant trois technologies, ainsi que des solutions intelligentes pour la gestion de l'énergie gazière, l'irrigation agricole et le suivi et la géo-localisation des têtes de bétail, selon la même source.

Horaires des prières pour Alger et ses environs

25 joumada ethania 1447

El Fedjr	Dohr	Assar	Maghreb	Icha
06h212	12h44	15h16	17h37	19h01



Bordj Bou Arreridj

Le chantier de 2.200 logements AADL 3 lancé



Le wali de Bordj Bou Arreridj, Kamel Nouicer, a présidé dimanche en compagnie du directeur général de l'Agence nationale d'amélioration et de développement du logement (AADL), Riad Guemdani, la cérémonie de pose de la première pierre du projet de réalisation de 2.200 logements location-vente du programme AADL 3 au nouveau pôle urbain Boumergued du chef-lieu de wilaya. M. Guemdani a indiqué que la pose de la première pierre "vient en application des orientations du ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme, de la Ville et de l'Aménagement du territoire, Mohamed Tarek Be-

laribi, relatives à la domiciliation du programme AADL 3 à travers les wilayas, ce projet étant le neuvième de ce programme".

"A Bordj Bou Arreridj, il sera procédé à la domiciliation de 2.200 logements sur deux sites du nouveau pôle urbain, portant le nombre total des logements domiciliés à l'échelle nationale à ce jour à 23.415 unités", a-t-il indiqué.

Le même responsable a rassuré les souscripteurs en affirmant que "l'agence suit leurs préoccupations de près sur les réseaux sociaux et médias, notamment en ce qui concerne le paiement de la

première tranche", soulignant que l'agence, en tant qu'entreprise citoyenne, "œuvre à étudier toutes les propositions et mettre en oeuvre ce qui sert l'intérêt des souscripteurs".

La wilaya de Bordj Bou Arreridj a bénéficié d'un quota de 4.000 unités location-vente du programme AADL 3 dont une première tranche de 2.200 logements sur deux sites du pôle urbain Boumergued.

Sur le premier site de 12 hectares, 1.200 logements seront réalisés et sur le second qui s'étend sur 7 hectares, 1.000 logements seront construits dans des délais de 18 mois, selon la fiche technique du projet.

Mila

Six monuments bientôt classés

Les dossiers relatifs à six biens culturels immobiliers à Mila seront "prochainement" présentés devant la commission de wilaya des biens culturels protégés pour classement et intégration à la liste de l'inventaire supplémentaire locale, selon la direction de la culture et des arts.

Dans une déclaration à l'APS, le chef du service du patrimoine culturel de la direction, Lazghed Chiaba, a précisé que les biens en question sont l'église Saint Luc dans la commune de Chelghoum Laïd, le mausolée de Picatus dans la

commune d'Ain Mellouk, Ghar El Zema à djebel Aggab dans la commune d'Oued Athmania, "Ain Belaïd" à Teleghema, le moulin Vergès à Sennaoua (commune de Mila) et le centre de torture "deuxième bureau" de la commune d'Oued Endja.

Ces monuments revêtent une importance historique, archéologique et architecturale et appartiennent à plusieurs phases historiques différentes de la période romaine à celle de l'occupation française, a relevé le même responsable.

Selon la même source, la

phase d'élaboration des dossiers de classement touche à sa fin et leur présentation pour classement devant la commission de wilaya des biens culturels protégés devra avoir lieu avant fin décembre courant afin d'en "assurer la protection légale, la valorisation et la réhabilitation".

Les services de la direction de la culture et des arts de la wilaya de Mila dénombrent plus de 420 biens culturels immobiliers à travers toutes les communes dont 23 classés biens culturels protégés, a-t-on rappelé de même source.

Khenchela

Plus de 5.000 foyers raccordés au réseau du gaz

Pas moins de 5.340 foyers ont été raccordés au réseau de distribution de gaz naturel dans le cadre du programme complémentaire de développement, dont 88 ont été concrétisées, permettant à 5.340 foyers situés dans 20 communes de profiter des avantages de cette énergie propre.

Il a également fait savoir que dans le cadre du même programme, lancé en 2023, pas moins de 7 centres de distribution publique de gaz ont été réalisés.

M. Boukheilil a ajouté que trois opérations de raccordement au réseau de gaz

naturel sont en cours de réalisation, accusant des taux d'avancement des travaux "variables", et qu'elles seront mises en service "au cours du premier trimestre de l'année 2026".

Le même responsable a rappelé que le budget alloué dans le cadre du programme complémentaire de développement pour raccorder 91 groupements d'habitation de la wilaya de Khenchela au réseau de gaz naturel, est de l'ordre de 7,5 milliards de dinars.

naturel sont en cours de réalisation, accusant des taux d'avancement des travaux "variables", et qu'elles seront mises en service "au cours du premier trimestre de l'année 2026".

Le même responsable a rappelé que le budget alloué dans le cadre du programme complémentaire de développement pour raccorder 91 groupements d'habitation de la wilaya de Khenchela au réseau de gaz naturel, est de l'ordre de 7,5 milliards de dinars.

Maroc Des crues soudaines dans une ville côtière font 37 morts



Trente sept personnes sont mortes dimanche à Safi, sur la côte atlantique du Maroc, en raison de crues soudaines après des précipitations ayant entraîné des infiltrations dans plusieurs habitations et commerces, le plus lourd bilan pour des intempéries de ce type au Maroc depuis une décennie.

La province de Safi, située à environ 300 kilomètres au sud de Rabat, a été touchée par de «très fortes précipitations orageuses» ayant «provoqué des écoulements torrentiels exceptionnels» en l'espace d'une heure», ont précisé les autorités locales dans un communiqué.

Dans un précédent document, elles faisaient état de 32 blessés transférés à l'hôpital de la ville portuaire. «La plupart» d'entre eux ont été autorisés à sortir «après avoir reçu les soins et traitements nécessaires.» Au Maroc, l'automne est normalement une période de transition entre l'été et l'hiver, marquée par une baisse progressive des températures, mais le réchauffement climatique limite désormais cette baisse, tout en maintenant une forte présence de vapeur d'eau héritée de l'été. Cette combinaison augmente le risque d'averses intenses, d'après des experts. Sur des images diffusées sur les réseaux sociaux, un torrent

d'eau boueuse a dévalé les rues de Safi, emportant voitures et poubelles.

D'autres montrent un mausolée à moitié submergé et des embarcations de la Protection civile en intervention pour secourir des résidents. Au moins 70 habitations et commerces situés dans la médina (vieille ville) de Safi ont été inondés, dix véhicules ont été emportés par les eaux et un tronçon routier a été endommagé, entraînant l'interruption de la circulation sur plusieurs axes à l'intérieur de la ville, ont indiqué les autorités. C'est «une journée noire», a déploré auprès de l'AFP Hamza Chdouani, un habitant de Safi.

Un autre, Marouane Tamer, s'est interrogé: «Pourquoi aucun camion n'est venu pomper l'eau comme le faisait auparavant la société RADEES (Régie autonome intercommunale de distribution d'eau et d'électricité de la province de Safi)?»

«SITUATION EXCEPTIONNELLE»

Dans la soirée, le niveau de l'eau avait reflué, laissant derrière lui un paysage de boue et des voitures renversées. Des badauds observaient l'intervention des forces auxiliaires et des éléments de la Protection civile, dont les engins s'activaient à

dégager des débris encore immergés. Les efforts se poursuivent pour rechercher d'éventuels victimes et les autorités tentent de «sécuriser les zones touchées» et d'«apporter le soutien et l'aide nécessaires aux populations touchées par cette situation exceptionnelle», ont assuré les autorités de Safi.

La Direction générale de la météorologie (DGM) avait annoncé samedi des chutes de neige à partir de 1.700 mètres d'altitude, ainsi que de fortes pluies, parfois orageuses, dans plusieurs provinces du royaume au cours du week-end.

Intempéries et crues ne sont pas rares au Maroc, toutefois frappé par une grave sécheresse pour la septième année consécutive. En septembre 2024, de fortes intempéries ont provoqué des inondations dans le sud et le sud-est du pays, causant la mort de 18 personnes. En novembre 2014, plus de 30 personnes avaient péri dans le sud à la suite de violentes précipitations ayant provoqué des crues de plusieurs rivières au pied des massifs de l'Atlas. Plusieurs centaines de personnes avaient été tuées lors de terribles inondations en 1995 dans la vallée de l'Ourika, à 30 kilomètres au sud de Marrakech (centre).

Iran Les motardes à l'assaut du bitume



Elle a appris la moto la nuit incognito dans les rues désertes de Téhéran, elle forme désormais de nombreuses femmes: Maryam Ghelich, devenue monitrice certifiée, salue le nouvel engouement des Iraniennes pour les deux-roues. Conduisant scooters ou grosses cylindrées, elles sont de plus en plus nombreuses à circuler dans la capitale embouteillée, coiffées de casques colorés, signe d'un changement subtil mais réel survenu en l'espace de quelques mois. «Les mentalités ont vraiment changé. Avant, ce n'était pas du tout accepté», raconte Mme Ghelich à l'AFP, se réjouissant de voir affluer les femmes pour la conduite en ville ou la compétition. Malgré le code vestimentaire strict et l'absence de permis officiel, elles sont désormais plusieurs dizaines à suivre ses cours. Un chiffre sans comparaison avec ses débuts de monitrice il y a 15 ans quand les motardes se comptaient sur les doigts de la main dans le pays. «J'ai tenté de prouver que les femmes pouvaient elles aussi réussir dans ce domaine», longtemps jugé «réservé aux hommes», explique cette passionnée de 49 ans, jean, lunettes de soleil et queue de cheval, dans un centre d'entraînement du nord de Téhéran.

«LONGUES COMBINAISONS»

Avec l'avènement de la Révolution islamique de 1979, la pratique de certaines activités a été un temps inaccessible à la gent féminine, et surtout mal perçue par la société. Les restrictions vestimentaires ont particulièrement posé un défi aux motardes, les

Iraniennes devant se couvrir les cheveux en public et porter des vêtements sobres et amples. Maryam Ghelich, membre de la Fédération iranienne de motocyclisme et d'automobile, se souvient de courses où les participantes étaient obligées de revêtir de «longues combinaisons» par-dessus leurs tenues en cuir - une règle qui, selon elle, «gênait vraiment» la conduite.

Les conditions se sont assouplies avec le temps, dit-elle, ajoutant que même quand la police intervient aujourd'hui, les agents laissent les conductrices «repartir plus facilement». Même si des réticences persistent. «Certaines conduisent des motos sans hijab, avec un hijab incorrect ou mal coupé (...), un tel comportement est contraire à la loi islamique», a récemment souligné le religieux Abdolhossein Khosropanah, à la tête d'un organisme d'Etat supervisant les politiques culturelles et éducatives islamiques. Ces dernières années, les femmes ont bravé de plus en plus les règles strictes de la République islamique. Cette tendance s'est accélérée après la mort, en 2022, de Mahsa Amini, décédée en détention après avoir été arrêtée pour avoir prétendument enfreint le code vestimentaire. Son décès avait déclenché des manifestations à travers le pays lors desquelles les nombreuses femmes qui y participaient réclamaient davantage de libertés.

PAS DE PERMIS

Reste un obstacle de taille pour les amatrices de deux-roues: si le permis de conduire moto n'est

pas interdit aux femmes par la loi, les autorités ne le leur délivrent jamais, malgré la hausse du nombre de motardes sur les routes. Pour Niloufar, créatrice de mode de 43 ans qui s'est récemment inscrite aux cours de Maryam Ghelich, c'est une vraie source d'inquiétude. «Même si une femme conduit de manière très professionnelle, sans permis elle sera légalement tenue pour responsable en cas d'accident, même si elle en est la victime», dit-elle, préférant ne pas donner son nom de famille. Officiellement, les autorités assurent que les femmes peuvent conduire des motos. La porte-parole du gouvernement, Fatemeh Mohajerani, affirme qu'il n'existe «aucune interdiction légale». Et en septembre, le chef de la police routière, Teymour Hosseini, a déclaré que ses agents n'avaient pas l'autorisation d'interpréter la loi selon des critères religieux ou autres. Mona Nasehi, une gérante de salon de beauté de 33 ans qui s'est mise à la moto cette année, raconte que la police a tenté de l'arrêter une fois, probablement parce qu'elle roulait seule, mais elle a eu trop peur pour obtempérer. «J'ai entendu que la police ne maltraite généralement pas les conductrices, mais nous avons toutes cette crainte qu'ils puissent nous insulter ou nous confisquer notre moto», explique-t-elle. Nayereh Chitsazian, 53 ans, toute nouvelle propriétaire d'une moto, est confiante malgré l'absence de permis, tous ses documents étant en règle. «Les véhicules sont enregistrés, assurés, donc la police n'a aucune raison de nous arrêter», insiste-t-elle.

Publicité

APARTEMENTS

■ Loc. F4, 2^{ème} étage, Akid Lotfi + Local 280 m², à Millénium (2) DF + location usine Es Sénia, Z / industrielle 2.200m² et hangar couvert 1.300 m² ttes commo + location villa 1.200 m², avec piscine à Courbet + location conserverie 6.000 m², W. Mascara + location siège adminis 1.800 m², R+3 avec assurance et parking au C/V + location immeuble admin 600 m², 3 niveaux, en plein CV d'Oran, à prox de Bd Front de mer et marché Michelet Cabinet imm VICTORIA : 4 rue Mohamed Khemisti, Oran - Tél : 041.36.16.43 / 0557.87.64.93

■ Vds F3, 135 m², avec garage, à proximité Lycée Lotfi + Villa 600 m² avec piscine, à Courbet, prox Sheraton + Local 1.200 m², avec charpente, DF, parallèle à Oran ; idéal pour usine de fabrication, + Terrain 400 m², DF à vieux Trouville - Cab VICTORIA : 041.36.16.43- 0557.87.64.93

VILLAS

■ A vendre Oued Tlelat (Oran) côté Sera, habitation carcasse R+3, plus cave, 135 m², actée + Livret foncier, permis construire ; chaque étage 105 m², construit suivant les normes et règles de l'art. Tél : 0662.45.81.26

■ URGENT : A vendre villa, actée, 226 m² - 2f, C/V, Terga, 45 min d'Oran. 1,2 nég + A louer appart Canastel, 3^e étage, 4,5U /mois, avec 7 mois d'avance - Tél : 0657.27.53.56 WhatsApp : 0033620846445

EMPLOIS

■ Importante Société recrute un Architecte sérieux dynamique avec expérience. Veuillez contacter : 0559.94.00.74

LOCAUX

■ A louer café / restaurant avec matériel, sans papiers, sup 260 m² sur 2 niveaux, à Ain El Turck Eden-place (corniche oranaise) Tél : 093.73.75.78 -0676.68.17.26

AVIS D'ANNULATION

Appel d'Offres National & International Ouvert
N° 15/2025/OTA/DIR/10 « Acquisition d'une Virtualized Evolved Packet Core Solution (vEPC) »
Optimum Telecom Algérie SPA informe l'ensemble des soumissionnaires ayant participé à l'Appel d'Offres National & International Ouvert N° 15/2025/OTA/DIR/10, portant sur :
« Acquisition d'une Virtualized Evolved Packet Core Solution (vEPC) »
que la procédure de passation dudit appel d'offres est annulée.
Cette décision intervient en application des dispositions de l'article 24 intitulé « **Droits d'Optimum Telecom Algérie SPA** » de la Section 1 du Cahier des Charges, stipulant notamment que :
« Optimum Telecom Algérie SPA peut, pour des motifs d'intérêt général, pendant toute la phase de passation d'un appel d'offres, déclarer l'annulation de la procédure et/ou l'annulation de l'attribution provisoire du marché.
Les soumissionnaires ne peuvent prétendre à aucune indemnité dans le cas où leurs offres n'ont pas été retenues ou si la procédure et/ou l'attribution provisoire du marché a été annulée.
Le présent cahier des charges ne doit en aucun cas être interprété comme engageant de quelque manière que ce soit Optimum Telecom Algérie SPA. »
En conséquence, aucune suite ne sera donnée aux offres reçues dans le cadre de cette consultation.
Optimum Telecom Algérie SPA remercie les soumissionnaires pour l'intérêt porté à cet appel d'offres.

Optimum Telecom Algérie s.p.a
Siège social : Route de Wilaya, Lot n°37/4, Dar El Beida - Capital social : 164 002000000,00 DZD
www.djezzy.dz



ANEP N° 2516039030 Le Quotidien d'Oran 16/12/2025

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
WILAYA DE MASCARA
DAÏRA D'EL -HACHEM
COMMUNE D'EL -HACHEM
NUMERO D'IMMATRICULATION FISCALE: 098429079073211001

AVIS D'ATTRIBUTION PROVISoire D'UN APPEL D'OFFRES OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITES MINIMALES

Location Du Bus Pour Le Transport Scolaire Durant L'ANNEE 2026

Conformément aux dispositions de l'article 65 du décret n°15/24 du 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public

La commune d'EL- Hachem porte à la connaissance des soumissionnaires ayant participé à l'avis d'appel d'offre ouvert N° 02/2025 Relatif à l' : **Location Du Bus Pour Le Transport Scolaire Durant L'ANNEE 2026**

Qu'à l'issue du jugement des offres en date du 02/12/2025 , il a été décidé ce qui suit :

Désignation	Entreprise retenue	Délai MIN	Délai MAX	Montant DA 01 jour	Montant MIN DA TCC	Montant MAX DA TCC	Numéro D'immatriculation Fiscale
Location Du Bus Pour Transpor Scolaire Durant Année 2026 N°02:Itinéraire (HACHEM-DOUAR OULED BEN AMAR PASSANT AU DOUAR REMAÏKIA ET DOUAR SEDJERARA) 01 bus de 30 places et plus	Halbouche Abdelkarim	10 jours	170 jours	19.800.00 da	198.000.00 da	3.366.000.00 da	19662903009241

Le service contractant invite les soumissionnaires qui sont intéressés de se rapprocher de ses services au plus tard trois (03) jours à compter du premier jour de la publication de l'attribution provisoire du marché à prendre connaissance des résultats détaillés de l'évaluation de leurs offres techniques et financières. Conformément à l'article 82 du décret présidentiel N° 15/247 du 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public

Tout soumissionnaire contestant le choix opéré par le service contractant peut introduire un recours dans les 10 jours qui suivent la date de publication de l'avis d'attribution auprès de la **commission du marché communal**, et si le dixième jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos l'égal, le délai de recours est prorogé jusqu'au jour ouvrable suivant. Conformément à l'article 82 du décret présidentiel N° 15/247 du 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public .

EL-HACHEM LE : 04 DEC 2025

LE PRESIDENT DE L'APC

ANEP N° 2531016238 Le Quotidien d'Oran 16/12/2025

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTERE DE L'INTERIEUR DES COLLECTIVITE LOCALE
ET DE TRANSPORT
DIRECTION GENERALE DE LA SURETE NATIONALE
ETABLISSEMENT HOSPITALIER DE LA SURETE NATIONALE – SBA

NUMERO D'IDENTIFICATION FISCALE : 419002 003022194

**AVIS D'INFRUCTUOSITE
D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT
N°08 / DGSN /DSASAS/EHSN SBA/2025**

conformément aux Dispositions du la loi 23-12 du 05-08-2023 et du décret présidentiel N° 15-247 du 16/09/2015 , portant réglementation des marches publics et des délégations de services public, La direction générale de la sureté nationale /l'établissement hospitalier de la sureté nationale de sidi bel abbès informe l'ensemble des soumissionnaires ayant participé à l'avis d'appel d'offres national N° 08 /2025 concernant MAINTENANCE PREVENTIVE ET CURATIVE DES EQUIPEMENTS MEDICAUX en 06 lots séparée, au profit de l'établissement hospitalier de la sureté nationale de sidi bel abbès, parue dans les journaux nationaux du : EL Clasico : 29/10/2025, le Quotidien d'Oran:29/10/2025, Que lance **un avis d'infirctuosité** en raison de l'inéligibilité administrative des offres pour les lots 02et 03 ,et concernant les lots :01,04,05et 06 aucune offre n'a été réceptionnée.

Tout soumissionnaire interjeter un recours dans un délai maximum de dix (10) jours de la date de premier parution du présent avis.

Le directeur de l'EHSN – SBA-

ANEP N° 2531016190 Le Quotidien d'Oran 16/12/2025

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA De MASCARA
DAIRA D'EL HACHEM
COMMUNE D'EL HACHEM
NUMERO D'IMMATRICULATION FISCALE: 098429079073211 001

ADRESSE : RUE EL IMIR ABDELKADER – HACHEM.

**AVIS D'INFRUCTUEUSE DU LA PREMIERE FOIS DE L'OFFRE OUVERT
AVEC EXIGENCE DE CAPACITES MINIMALES N° 02 /2025**

Location Du Bus Pour Le Transport Scolaire Durant L'ANNEE 2026:

LOT N°01:Itinéraire (HACHEM-DOUAR KHENAITIA SAKEN PASSANT AU DOUAR KHENAITIA OUED) 02 bus de 30 places et plus ou un bus de 60 places et plus

LOT N°03:Itinéraire (HACHEM-DOUAR AIN MENSSOUR) 03 bus de 30 places et plus ou 02 bus de 45 places et plus ou un bus de 100 places et plus

Conformément au disposition d'article 40 du décret présidentiel N° 15/247 du 16 septembre 2015 portant la réglementation du marchés publics et délégations des services publics , et suivant le procès verbal de la commission d'évaluation des offres en date du 02/12/2025 du L'OFFRE OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITES MINIMALES N° 02 /2025 Location Du Bus Pour Le Transport Scolaire Durant L'ANNEE 2026:

LOT N°01:Itinéraire (HACHEM-DOUAR KHENAITIA SAKEN PASSANT AU DOUAR KHENAITIA OUED) 02 bus de 30 places et plus ou un bus de 60 places et plus

LOT N°03:Itinéraire (HACHEM-DOUAR AIN MENSSOUR) 03 bus de 30 places et plus ou 02 bus de 45 places et plus ou un bus de 100 places et plus

parce qu'aucune offre n'était éligible LOT N°01 et LOT N°03

le service contractant déclare **L'INFRUCTUEUSE DU LA PREMIERE FOIS DU LOT N°01 ET LOT N°03 DE L'OFFRE OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITES MINIMALES N° 02 /2025**

El-hachem le:.....

Le président de l'apc

ANEP N° 2531016212 Le Quotidien d'Oran 16/12/2025

Coupe d'Algérie (1/16e de finale) L'USMA domine le MOC (3-0)

L'USM Alger a validé son ticket pour les 1/8es de finale de la Coupe d'Algérie de football 2025-2026, en dominant le MO Constantine (Ligue 2) 3-0 (mi-temps : 1-0), dimanche soir au stade du 5-Juillet d'Alger, pour le compte des 1/16e de finale de l'épreuve. Après plusieurs tentatives, les "Rouge et Noir" ont trouvé la faille grâce à Ghacha (19e), bien servi sur le côté gauche par Loucif. Avant cette ouverture du score, le défenseur du MOC Boumeziane a été expulsé (12e),

suite à une faute sur Ghacha. Après la pause, l'USMA a poursuivi sa domination face à une équipe constantinoise impuissante. Ghacha est revenu à la charge pour faire le break (59e). Sur sa lancée, Ghacha a ajouté le troisième but et signe un hat-trick (80e). L'USMA, détentrice du trophée, sera opposée en 1/8e de finale, en déplacement à l'USM El-Harrach (Ligue 2), qualifiée vendredi à la maison aux dépens de la JS Kabylie (1-0), grâce à un but de Bilal Bensaha (45e).

Résultats partiels

Jeudi 11 décembre 2025 :

Paradou AC (L1)	2-0	US Faubourg (inter-régions)
MB Barika (inter-régions)	1-2	MC Saïda (L2)
JSM Béjaïa (inter-régions)	4-1	WA Boufarik (inter-régions)
Amel Boussaâda (inter-régions)	0-1	NA Hussein-Dey (L2)
JB Aïn Kercha (inter-régions)	0-2	ASM Oran (L2)
CA Batna (L2)	5-1	ESM Koléa (L2)
CS Constantine (L1)	3-0	CR Témouchent (L2)

Vendredi 12 décembre 2025 :

FCB Frenda (inter-régions)	0-1	ASO Chlef (L1)
US Béchar Djedid (L2)	0-4	ES Sétif (L1)
USM El Harrach (L2)	1-0	JS Kabylie (L1)

Samedi 13 décembre 2025 :

ES Ben Aknoun (L1)	2-0	ESF Bir El-Ater (régionale 1)
RC Arbaâ (L2)	0-1	ES Mostaganem (L1)
JS Saoura (L1)	2-0	AS Khroub (L2)
MC Alger (L1)	2-1	USM Khenchela (L1)

Dimanche 14 décembre 2025 :

USM Alger (L1)	3-0	MO Constantine (L2)
----------------	-----	---------------------

Le programme des 1/8 de finale

1- CA Batna (L2)	-	Paradou AC (L1)
2- ASO Chlef (L1)	-	MC Saïda (L2)
3- USM El-Harrach (L2)	-	USM Alger (L1)
4- ES Mostaganem (L1)	-	JS Saoura (L1)
5- CS Constantine (L1)	-	ES Sétif (L1)
6 - JSM Béjaïa (inter-régions)	-	NA Hussein-Dey (L2)
7- Vainqueur WB Aïn Benian (inter-régions)	-	CR Belouizdad (L1) / ASM Oran (L2)
8- MC Alger (L1)	-	ES Ben Aknoun (L1)

Quarts de finale :

Vainqueur 1	-	Vainqueur 2
Vainqueur 3	-	Vainqueur 4
Vainqueur 5	-	Vainqueur 6
Vainqueur 7	-	Vainqueur 8

Ligue 1 Mobilis Les horaires des matchs de la 13e journée

La Ligue de football professionnel (LFP), a dévoilé dimanche les horaires des matchs de la 13 journée du championnat de Ligue 1 Mobilis, prévue les 18, 19, et 20 décembre. Cette 13e journée débutera le jeudi 18 décembre, avec trois matchs au menu, dont celui du leader le MC Alger, en déplacement à Ouargla pour défier le nouveau promu le MB Rouissat (17h00).

Trois rencontres sont programmées le vendredi 19 décembre, dont l'affiche ES Sétif - JS Kabylie (18h00), alors que les deux derniers rendez-vous se joueront le samedi 20 décembre. Au terme de la 12e journée, le MCA caracole en tête avec 25 points, à quatre longueurs de ses poursuivants directs : l'Olympique Akbou et le MC Oran. Le "Doyen" compte trois matchs en moins.

Programme de la 13e journée :

Jeudi 18 décembre 2025 :

ASO Chlef	-	MC Oran	17h00
MB Rouissat	-	MC Alger	17h00
USM Alger	-	ES Ben Aknoun	20h00

Vendredi 19 décembre 2025 :

MC El-Bayadh	-	USM Khenchela	14h30
CS Constantine	-	Paradou AC	17h00
ES Sétif	-	JS Kabylie	18h00

Samedi 20 décembre 2025 :

JS Saoura	-	ES Mostaganem	15h00
CR Belouizdad	-	Olympique Akbou	18h00

L'USM Alger résilie le contrat de l'attaquant libérien Emmanuel Ernest

La direction de l'USM Alger a annoncé dimanche soir la résiliation du contrat de l'avant-centre international libérien, Emmanuel Ernest, trois mois après son recrutement au sein du club algérois de la Ligue 1 Mobilis de football.

"La direction de l'USM Alger annonce, à la demande de la Direction générale des sports, que le contrat d'une saison liant le club à l'attaquant Ernest a été résilié d'un commun accord", indique un communiqué de l'USMA. La direction de l'USM

Alger a souhaité à l'attaquant libérien le meilleur pour la suite de sa carrière.

Arrivé début du mois de septembre pour un contrat d'un an, l'attaquant libérien (24 ans) n'a finalement inscrit aucun but avec la formation usmiste.

Tipasa Lancement du 4e module de la Licence CAF A

Le département Formation de la Direction technique nationale (DTN) a lancé dimanche le quatrième module de la Licence CAF A au profit des candidats des 1er et 2ème groupes, au Centre de regroupement et de préparation de l'élite sportive de Fouka (Tipasa), indique un communiqué de la Fédération algérienne de football (FAF). L'ouverture des travaux a été présidée par

le Directeur technique national, Ali Moucer, qui a présenté aux candidats les objectifs et le programme de ce module, en présence du chef du Département Formation, M. Karim Kaced.

Le quatrième module de la formation est consacré, d'une part, à la remise des rapports de stage présentés par les stagiaires, et, d'autre part, à deux thématiques majeures : la pla-

nification du travail, puis le perfectionnement tactique et la gestion de match, à travers une approche pédagogique combinant des apports théoriques et des mises en situation pratiques.

Les participants seront ensuite évalués à l'issue de cette phase.

La DTN a publié le planning complet des formations de la Licence CAF A, s'étalant jusqu'au 2 avril 2026.

MO Constantine L'Association des anciens joueurs célèbre le 86e anniversaire de la fondation du club

L'Association des anciens joueurs du Mouloudia de Constantine (MOC) a commémoré, dimanche, le 86e anniversaire de la fondation du club, sous la supervision du wali de Constantine, Abdelkhalek Sayouda, à travers l'organisation d'un tournoi regroupant plusieurs écoles et clubs de football, tenu au stade Benabdelmalek-Ramdane, en présence de nombreuses figures sportives.

S'exprimant dans une déclaration à la presse, le président de l'Association des anciens joueurs du MOC, Moussa Ben Yahia, a indiqué que cette initiative s'inscrit dans le cadre de la célébration de la fondation du club historique, le 15 décembre 1939.

Il a précisé que le bureau exécutif a été contraint d'annuler certaines activités prévues au programme, en raison des circonstances douloureuses ayant récemment affecté la famille sportive constantinoise, suite au décès de plusieurs personnalités sportives liées au club.

Le tournoi a été marqué par l'organisation de rencontres entre différentes écoles sportives, notamment l'AAJ MOC, l'AAS CSC, l'ESNV et le RBC, ainsi que par un match réunissant les anciens joueurs du Mouloudia de Constantine, avec la participation d'éléments issus de divers clubs de la wilaya de Constantine, aux côtés des équipes du CSC, CHC, ASK et CREK, dans une atmosphère

empreinte de convivialité et de fair-play.

A cette occasion, un rappel historique a été consacré à la fondation du Mouloudia de Constantine, créé le 15 décembre 1939, correspondant au 12 Rabie El Aouel 1358 de l'Hégire, coïncidant avec la célébration du Mawlid Ennabaoui Echarif, à l'initiative du cheikh Abdelhamid Ben Badis.

La création du club constituait alors un message national à destination de la jeunesse algérienne, visant à affermir l'identité nationale et promouvoir les valeurs d'éducation, de citoyenneté et d'engagement à travers la pratique sportive, dans un contexte marqué par le colonialisme français.

Championnat croate Bennacer signe son premier but avec le Dinamo Zagreb

Le milieu international algérien Ismaël Bennacer, a marqué son premier but de la saison avec le Dinamo Zagreb, dimanche en déplacement face à Slaven Belupo (5-2), lors de la 17e journée du championnat croate de football.

Titularisé par l'entraîneur Mario Kovacevic, le joueur algérien a marqué le troisième but de son équipe sur un tir des 25 mètres (35e). L'autre international algérien de la formation de Zagreb, Monsef Bakrar, a également débuté dans le onze de départ. Il s'est distingué par une passe dé-

cisive sur l'action de l'égalisation (1-1, 5e). Il a cédé sa place en seconde période (64e).

A l'issue de cette victoire, le Dinamo Zagreb conserve sa place de leader avec 35 points, à une longueur de son dauphin, Hajduk Split (34 points), qui est allé s'imposer samedi sur la pelouse du NK Lokomotiva Zagreb (3-1).

Bennacer, qui a trouvé la plénitude de ses moyens après un passage à vide pour cause de blessure, a rejoint le Dinamo Zagreb en septembre dernier, à titre de prêt pour une saison,

avec option d'achat, en provenance de l'AC Milan (Italie).

Il avait évolué avec l'Olympique Marseille (France) en prêt, pendant les six derniers mois du précédent exercice, mais sans pour autant parvenir à convaincre les dirigeants marseillais de le conserver.

Bennacer et Bakrar figurent sur la liste des 28 joueurs, dévoilée samedi par le sélectionneur national Vladimir Petkovic, en vue de la Coupe d'Afrique des nations CAN-2025, prévue du 21 décembre au 18 janvier 2026.

Espagne Le Real Madrid s'impose dans la douleur face à Alavés (2-1)

En délicatesse depuis des semaines, le Real Madrid, qui restait sur deux défaites d'affilée, s'est bien repris en s'imposant dans la douleur face à Alavés dimanche lors de la 16e journée de la Liga (2-1), une victoire qui permet à l'entraîneur Xabi Alon-

so, menacé, de souffler un peu. Kylian Mbappé a ouvert le score d'une splendide frappe du droit en première mi-temps (24e), avant que Carlos Vicente n'égalise pour Alavés (68e).

Mais douze minutes plus tard (76e), sur une passe de Vinicius,

Rodrygo a redonné l'avantage aux Madrilènes, offrant une victoire et un sursis bienvenus à Xabi Alonso.

Le Real Madrid, 2e, revient à quatre longueurs du leader barcelonais, vainqueur samedi d'Osasuna (2-0).

2

21:10 Le temps des femmes

09:55 Bel & Bien ensemble
10:50 Chacun son tour
11:55 Tout le monde veut prendre sa place
13:00 Journal
13:55 Ça commence aujourd'hui
16:15 Affaire conclue, tout le monde a quelque chose à vendre
17:55 Affaire conclue : la vie des objets
18:05 Tout le monde a son mot à dire
18:40 N'oubliez pas les paroles
20:00 Journal
20:55 Basique, l'essentiel de la musique
22:50 Nos oeufs au congélateur, le temps de la réflexion ?



Le temps des femmes est-il venu ? Leur vie au quotidien a-t-elle vraiment changé depuis les soixante dernières années ? Accompagnée de quatorze femmes, anonymes ou célèbres, Agnès Jaoui raconte cette nouvelle temporalité de l'intime et d'une récente histoire en marche. De milieux et d'âges très différents, elles se livrent ici avec toute l'énergie vitale, la force et l'humour qui les réunit. De la cour de récré à l'âge de la retraite, elles retracent leurs vécus communs, faits de préjugés et de stéréotypes, mais traversés aussi d'espoir et de fierté...

3

21h10 Tom et Lola

09:15 ICI dans votre région
10:40 Consomag
10:50 Le goût des rencontres Nouvelle-Aquitaine
11:20 Flavie en France
12:26 ICI 12/13
12:55 Météo à la carte
13:55 Météo à la carte (la suite)
17:25 Duels en familles
18:00 Slam
18:50 Météo climat
19:15 ICI 19/20 édition toutes régions
19:50 On vous emmène ici
20:00 Tout le sport
20:25 Un si grand soleil



Saison 2 - Episode 7/12 : Sept ans de silence

Au coeur d'un cabinet d'avocats, la célèbre Maud Amiel est retrouvée assassinée, une balle dans la tête. Les empreintes désignent un coupable impossible : Fabien Honorat, ex-flic et meilleur ami de Tom, officiellement mort depuis sept ans. S'agit-il d'un fantôme revenu d'outre-tombe ou d'une manipulation diabolique ? Plus Tom s'enfoncé dans l'affaire, plus il découvre des failles...

4

21:05 Le grand concert des pyramides avec Fatma Saïd

09:04 La caravane Lumni....
09:13 Les Dalton
09:55 Un jour, une question
10:05 Il était une fois... la vie
10:45 Manger, bouger...
12:32 Potobot
13:20 Okoo-koo
13:30 C'est toujours pas sorcier
13:50 ASKIP
14:20 Sept nains et moi
14:40 Trop cool...
15:25 Héros à moitié
15:58 Molusco
17:30 Okoo-koo
17:46 Oscar & Malika toujours en retard
18:42 Bluey



La soprano égyptienne Fatma Saïd donne un concert au pied des pyramides de Gizeh. Elle interprète un programme qui traverse les cultures, mêlant le répertoire classique à des chants issus des traditions égyptiennes et moyen-orientales. Face aux pyramides, chaque note prend une dimension nouvelle, comme si le désert devenait un partenaire silencieux. Dans ce décor majestueux et presque magique, la musique écrit sa propre légende....

5

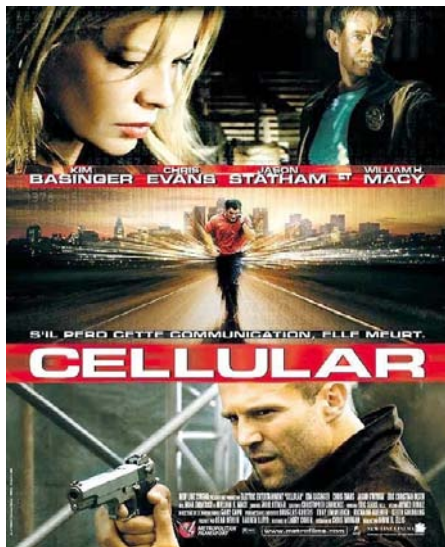
arte

TMC

09:30 Des trains pas comme les autres
10:05 Le Mag de la santé
11:05 Le monde de Jamy
12:51 Imprévus
13:00 Des trains pas comme les autres
13:35 Le Mag de la santé
14:40 Au bout c'est la mer
15:05 Un espoir pour la nature
16:00 La grande famille des chiens
16:55 C pas si loin
17:25 C dans l'air l'invité
17:40 C dans l'air
18:55 C à vous
20:00 Vu
20:05 C à vous la suite
21:05 Enquête de santé
22:45 C ce soir

09:25 Les métamorphoses du continent blanc
10:50 Canada, la force de la nature
11:45 Chili, les messagers invisibles du désert d'Atacama
13:00 Espagne : le pari de la mixité femmes/hommes en prison
13:35 Indian Palace
15:50 Les sanctuaires d'épices
17:20 Invitation au voyage
18:50 Voyage en cuisine
19:30 Le dessous des images
19:45 Arte journal
20:45 28 minutes
20:52 La minute vieille belge
23:55 Disunited Nations - Proche-Orient : l'ONU dans la tourmente

10:20 Un Noël couronné d'amour
12:05 Prochain arrêt, Noël
13:50 Petits plats en équilibre
13:55 Monk
18:20 Petits plats en équilibre
18:25 L'avant Quotidien
19:15 Quotidien, première partie
20:45 Quotidien
21:25 90' Enquêtes



CINE +
FRISSEUR 20:50

CELLULAR

Acteur: Chris Evans (Ryan), Kim Basinger (Jessica Martin), Jason Statham (Ethan),....

Jessica, professeure de biologie, est enlevée puis séquestrée par des hommes armés. Mère de famille, cette dernière n'a aucune idée de l'identité de ses agresseurs, ni de leurs motivations. En rafistolant les morceaux d'un téléphone cassé par ces derniers, elle parvient à joindre un certain Ryan, un inconnu, et lui demande de l'aider. Ce dernier croit à une mauvaise blague avant de comprendre que son interlocutrice est vraiment en danger....



CINE +
PREMIER 20:50

MAMMA MIA !

Acteur: Meryl Streep (Donna Sheridan), Amanda Seyfried (Sophie Sheridan), Pierce Brosnan (Sam Carmichael),...

Sur une île ensoleillée de Grèce, Sophie (Amanda Seyfried), une jeune femme de 20 ans, se prépare à célébrer le jour le plus important de sa vie : son mariage avec le séduisant Sky (Dominic Cooper). En pleine effervescence des préparatifs, Sophie confie à ses deux meilleures amies son désir de découvrir l'identité de son père, un mystère que sa mère, Donna (Meryl Streep), a toujours gardé secret....



CANAL+
CINEMA 21:10

BLOOD STAR

Acteur: Britni Camacho (Roberta 'Bobbi' Torres), John Schwab (le shérif Bilstein), Sydney Brumfield (Amy),....

Roberta Torres, Bobbi, pour ses proches, traverse un désert américain pour rejoindre la ville où elle compte poursuivre ses études. La jeune femme compte aussi changer de vie et mettre de la distance avec Rhett, son compagnon, un homme violent. Alors qu'elle s'arrête pour faire le plein d'essence, elle croise le parcours du shérif Bilstein, qui se montre un tout petit peu trop avenant avec elle....

TÉLÉVISION

TF1

21:10 Maman, j'ai raté l'avion !

09:55 Téléshopping
10:55 Les Feux de l'amour
11:50 Les douze coups de midi
12:50 Au coeur des Restos du coeur
13:00 JT 13h
14:00 Plus belle la vie, encore plus belle
14:25 Noël à la maison : la magie des fêtes
16:00 Coup de foudre avant Noël
17:30 Star Academy, la quotidienne
18:30 Ici tout commence
19:10 Demain nous appartient
19:55 Météo
20:00 JT 20h
21:00 C'est Canteloup



Les McCallister s'apprennent à passer des vacances de Noël inoubliables à Paris. Dans la précipitation de leur départ, la famille oublie pourtant le plus jeune de leurs enfants, Kevin McCallister (Macaulay Culkin), qui se retrouve seul à la maison. Au début, Kevin savoure sa liberté, profitant de l'absence de ses parents pour se livrer à des activités insouciantes et à des plaisirs enfantins....

23:05 New York Unité Spéciale

6

21:10 La France a un incroyable talent

09:45 Ça peut vous arriver
11:30 Ça peut vous arriver chez vous
12:45 Le 12.45
13:35 Scènes de ménages
13:40 Un jour, un doc
17:30 La roue de la fortune
18:35 La meilleure boulangerie de France
19:45 Le 19.45
20:40 Scènes de ménages



Saison 20 - Finale

Après neuf semaines d'émotions, de rires, de buzz, de performances inoubliables, l'heure est venue de connaître l'incroyable talent de l'année. Ils étaient plus de 120 au départ, il ne reste que dix finalistes pour décrocher le titre et faire décoller sa carrière. Cette saison, le jury a tout vu : la virtuosité, l'humour, la grâce, la folie, et un certain Timéo, 10 ans, guitariste surdoué qui a décroché le mytique Platinum Buzzer à l'unanimité....

CANAL+

12:00 La boîte à questions

LA BOÎTE À QUESTIONS
CANAL+

12:05 En aparté
12:38 Clique



13:32 Better Man
18:54 La boîte à questions
18:59 En aparté
19:35 Clique
20:34 En aparté
22:46 Super plan
23:28 Clique

PLANETE +

TFX

W9

09:15 Les coulisses de l'histoire
10:10 Guy Martin's Top Gun
11:20 La vengeance d'un roi
12:02 Les six femmes d'Henri VIII
13:01 Vikings : La saga des Bluetooth
14:35 Les bases secrètes des nazis
16:08 Secrets de châteaux
17:48 Conquistadors : de la gloire...
19 :22 American Pickers, la brocante made in USA
20:55 On a volé la Joconde !
22:15 Qui a tué Blood, Sweat & Tears ?

09:00 Le destin de Lisa
09:30 Top Info
09:35 Le destin de Lisa
12:05 Une nounou d'enfer
16:05 Petits plats en équilibre
16:10 Quatre mariages pour une lune de miel
18:00 Petits plats en équilibre
18:05 Quatre mariages pour une lune de miel
19:00 Star Academy, la quotidienne
20:00 La Bataille : La malédiction de l'île
21:10 Super Nanny

09:00 Kaamelott
11:10 NCIS
17:40 The cerveau : qui sera le plus grand cerveau de la télé-réalité ?
18:45 Tout beau, tout n9uf
21:25 La petite histoire de France



CODÈS N° 9449

FOUILLIS N° 9448:
CORBEAU (Cor - Beau)

1 I	2 N	3 B	4 S	5 E	6 T
7 A	8 R	9 U	10 P	11 G	12 C
13 C	14 M	15	16	17	18
19	20	21	22	23	24

10 PREFERS



Nouveaux pourparlers américano-ukrainiens à Berlin



Le président ukrainien Volodymyr Zelensky et les négociateurs américains se sont retrouvés lundi à Berlin, dans la foulée de cinq heures de pourparlers dimanche, Kiev espérant convaincre Washington qu'un cessez-le-feu doit intervenir en Ukraine sans concessions territoriales préalables à la Russie.

L'émissaire américain, Steve Witkoff a été avare en détails, mais a assuré sur X que «beaucoup de progrès» avaient été faits lors «des discussions approfondies sur le plan en 20 points pour la paix, les programmes économiques, et davantage». Un nouveau round est prévu lundi matin.

Une rencontre au sommet devait réunir lundi soir Volodymyr Zelensky avec des responsables européens, dont le chancelier allemand Friedrich Merz, le président français Emmanuel Macron et le Premier ministre britannique Keir Starmer, ainsi que la présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen et le secrétaire général de l'Otan, Mark Rutte.

Colombie : 16 lycéens au moins décédés dans un accident de la route



Au moins 17 personnes, dont 16 lycéens, sont décédés dimanche dans un accident d'autocar dans le nord-ouest de la Colombie, lors de leur retour d'un séjour pour fêter l'obtention de leur diplôme de fin d'études.

Ces élèves de la municipalité de Bello, limitrophe de la grande ville de Medellin, revenaient d'une plage de la côte caraïbe.

Dans la matinée, leur car a fait une chute d'une quarantaine de mètres dans un ravin pour une raison encore indéterminée, a déclaré, à la presse, le gouverneur du département d'Antioquia, Andres Julian Rendon. Le chauffeur du véhicule et 16 lycéens de 16 à 18 ans sont morts, a déclaré un responsable de la municipalité de Bello.

Vingt-deux blessés, dont trois sont dans un état grave, ont été transportés à l'hôpital, selon M. Rendon.

Le Quotidien

D'ORAN
Edition Nationale d'Information

La Cedeao menace la Guinée-Bissau de «sanctions ciblées» après le coup d'Etat



La Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (Cedeao) a menacé dimanche d'imposer «des sanctions ciblées» à toute personne qui tenterait d'entraver le retour à un régime civil en Guinée-Bissau à la suite du coup d'Etat du mois dernier.

Cette décision intervient

après un sommet ordinaire des chefs d'Etat du bloc régional à Abuja, au Nigeria, dont l'ordre du jour a été dominé par le putsch en Guinée-Bissau et un autre avorté au Bénin il y a une semaine.

«Les autorités imposeront des sanctions ciblées aux individus ou groupes de personnes qui entravent le processus

de transition», a déclaré le président de la Commission de la Cedeao, Omar Alieu Touray, aux journalistes à l'issue de cette réunion.

Le coup d'Etat en Guinée-Bissau a eu lieu fin novembre, la veille de l'annonce prévue des résultats provisoires des élections présidentielle et législatives tenues le 23 novembre.

Affrontements meurtriers entre villages en conflit au Guatemala

Des affrontements dans une région indigène de l'ouest du Guatemala, où les habitants de deux communes s'opposent autour d'un conflit foncier, ont fait plusieurs morts samedi : cinq selon les autorités guatémaltèques, treize selon le maire d'une des communes, qui accuse l'armée. Le gouvernement central fait état de cinq morts et accuse des groupes criminels d'avoir provoqué des violences dans la région en menant des attaques armées contre l'armée. Mais Manuel Guarchaj, maire de la commune de Nahuala, évoque un bilan de 13 morts, dont il impute la responsabilité à l'armée.

«Treize personnes ont été brutalement assassinées lors d'une embuscade tendue par l'armée guatémaltèque et des habitants de Santa Catarina Ixtahuacán», la commune ennemie, a accusé le maire.

Le maire de Nahuala avait évoqué dans un premier temps un bilan de «quatre morts, six disparus et plus d'une centaine de blessés».

Le ministère de la Défense a fait état de son côté d'un «échange de tirs entre groupes armés» des localités rivales habitées par des communautés mayas.



EDITORIAL

Par Abdou BENABBOU

LES EXTRÉMISTES ET LA DICTATURE ANOBLIE

hitlérien ou l'aura de Mussolini sont nés ainsi pour aboutir à plus de 50 millions de morts et des milliers de grandes villes rasées. Le constat veut que l'emprunt de ces trajectoires historiques réponde toujours aux survenances des grandes pressions des crises économiques mondiales qui installent la faim et les misères.

La Rome antique avait eu le barbare comme prétexte pour anoblir la dictature. L'Allemagne nazie, l'aryen contre le juif comme fixation et comme repère au début du 20^{ème} siècle. Et aujourd'hui le

regard animal contre le migrant.

Une générale lassitude sociale fait que les populations devenues outrageusement vulnérables, incapables de se prendre en charge ni d'être accompagnées par leurs dirigeants, baissent les bras et se livrent au messianisme qui se renouvelle. Les crises sont le terreau de l'assistanat que réclament les électeurs en mal de vie quitte à s'adosser aux souteneurs politiques.

A chaque étape de l'histoire, la démocratie affiche ses limites pour que l'appel du mirage soit un remède politique et social tentant. Les meilleurs exemples du moment viennent de la progression vertigineuse du Rassemblement national français et de la hardiesse de l'actuel président américain. Ils ne manquent pas et ne manqueront pas d'être suivis.

Attentat en Australie: le renseignement a enquêté sur des liens entre un tireur et le groupe EI



Un des deux auteurs de l'attentat antisémite sur une plage de Sydney dimanche a fait l'objet d'une enquête du renseignement australien en 2019 pour ses liens avec le groupe Etat islamique (EI), a indiqué lundi la chaîne australienne ABC.

Un père et son fils ont ouvert le feu dimanche sur la foule qui célébrait la fête juive de Hanouka sur la plage de Bondi, prisée par des Australiens et des touristes du monde entier, faisant 15 morts et plus de 40 blessés.

Les médias australiens ont identifié les tireurs comme étant Sajid Akram, 50 ans, abattu par des policiers, et son fils Naveed Akram, 24 ans, hospitalisé dans un état critique.

Naveed Akram était soupçonné d'être étroitement lié à un membre du groupe EI arrêté en juillet 2019 et condamné pour avoir préparé un acte terroriste en Australie, a indiqué la même source.

Des hauts responsables ont déclaré à ABC que deux drapeaux de l'EI avaient été trouvés dans la voiture des auteurs de l'attaque sur la plage.